

ÉCONOMIE



En Nouvelle-Zélande, la viticulture écologique est en plein essor C 3
Surveillance électronique: « Big Brother » est parmi nous C 8

PAQUET
PATHFINDER
EDITION CHILKOOT 2003
Location à partir de
399\$ par mois
SPA compliqué!
Venez voir!
3580, boul. de la Rive-Sud, Lévis
838-3838

RÉFECTION DE GENTILLY 2

Il faudra penser au stockage des déchets

PIERRE COUTURE
PCouture@lesoleil.com

■ En opération depuis 1983, la durée de vie du réacteur CANDU de la centrale Gentilly 2 tire à sa fin. Si tout va comme prévu, la remise à neuf du réacteur pour la poursuite des activités de la centrale jusqu'en 2035 pourrait coûter à la société d'État près d'un milliard \$.

Au Nouveau-Brunswick, la réfection de la centrale Pointe Lepreau — dont le réacteur CANDU se veut identique à celui de Gentilly 2 — coûterait 845 millions \$ à la province.

Un véritable boulet financier pour le gouvernement conservateur de Bernard Lord. Surtout depuis que la Commission des entreprises de service public a rejeté en septembre dernier la proposition de moderniser le réacteur de Pointe Lepreau.

Si Hydro-Québec va de l'avant avec la réfection de la centrale, il faudra donc ajouter à ces 845 millions \$ plusieurs autres dizaines de millions \$ en raison des nombreux travaux d'agrandissement des aires de stockage des déchets nucléaires.

En ce sens, plusieurs options sont présentement à l'étude chez Hydro-Québec.

« Avec la réfection de la centrale, il faudra prévoir au moins quatre nouvelles phases d'agrandissement pour réussir à stocker tous les déchets nu-

cléaires, dont le cœur du réacteur CANDU actuel », précise le chef des affaires réglementaires environnementales et de la consultation publique chez Hydro-Québec, Michel Rhéaume.

M. Rhéaume confirme que « les deux premières phases représenteraient des coûts additionnels de 20 millions \$ alors que les deux autres dépendraient de l'évolution des stockages ».

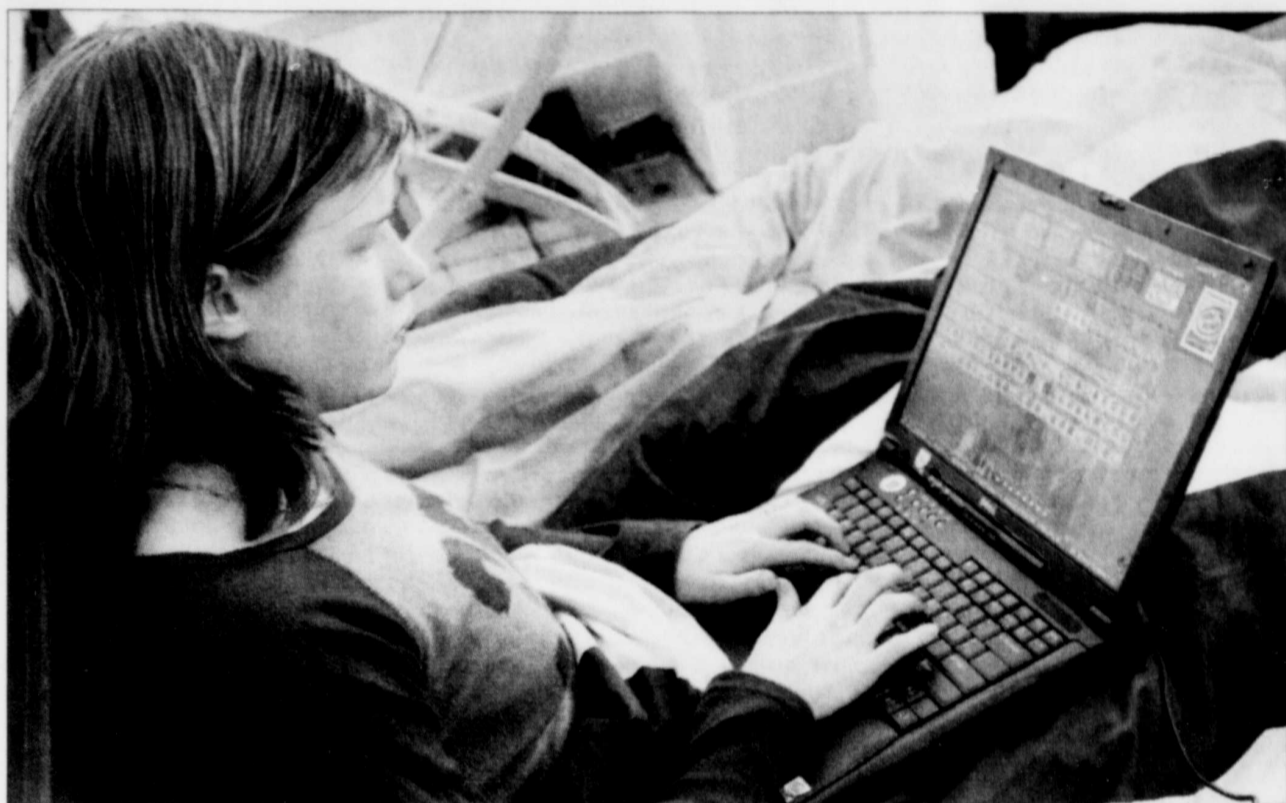
Et l'évolution des stockages, dans le cas de Gentilly 2, c'est environ 100 tonnes de déchets nucléaires par an qu'il faudra ajouter dès l'an 2013 aux 3192 tonnes — 133 000 grappes — qui seront déjà accumulées sur le site.

Une véritable épée de Damoclès, soutient René Coignaud, porte-parole d'Environnement jeunesse (ENJEU).

« C'est complètement débile, lance-t-il. Plus qu'Hydro-Québec attend, plus que la note sera salée pour les contribuables québécois. Car même si Hydro-Québec décidait de rénover Gentilly 2,

Voir RÉNOVER en C 2 ▶

NOUVELLES TECHNOLOGIES



Selon un rapport du Conseil de la science et de la technologie, sur les 175 jeunes de 15 à 19 ans interrogés le tiers se dit « plutôt pas intéressé » par ces disciplines.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE AU QUÉBEC

À la conquête des jeunes

ALEXANDRA PERRON
APerron@lesoleil.com

■ Si l'avenir, ce sont nos jeunes et si les sciences et la technologie sont les garants de nos futurs progrès, il faut s'inquiéter de ce qui nous attend... Les jeunes ne semblent pas tellement intéressés ni aux sciences ni à la technologie!

Ce diagnostic fait suite à une enquête réalisée auprès de 1627 Québécois entre mars et avril l'an dernier par le Conseil de la science et de la technologie (CST). Sur les 175 jeunes de 15 à 19 ans interrogés, le tiers se dit « plutôt pas intéressé » par ces disciplines, une proportion seulement dépassée chez les 55 ans et plus.

« C'est une inquiétude qu'on a, ce manque d'intérêt des jeunes par rapport aux autres groupes », lance Héléne P. Tremblay, présidente du CST. Elle souligne que paradoxalement, les jeunes Québécois réussissent bien aux épreuves de mathématiques et de sciences, sans toutefois y trouver d'agrément.

Cette situation serait similaire dans plusieurs pays. Dans son *Bilan sur la culture scientifique et technique au Québec*, le CST rapporte que « les formations scientifiques sont perçues comme difficiles, éloignées des vrais problèmes et exigeantes en termes de durée et d'intensité de travail ». Il souligne également que les filles croient qu'il serait difficile de concilier vie familiale et carrière scientifique.

M^{me} Tremblay ignore si les résultats de l'enquête s'expliquent par une remise en question générale observée à cet âge. « Dans le groupe des 20 à 24

Voir JEUNES en C 2 ▶
Un virage social Page C2

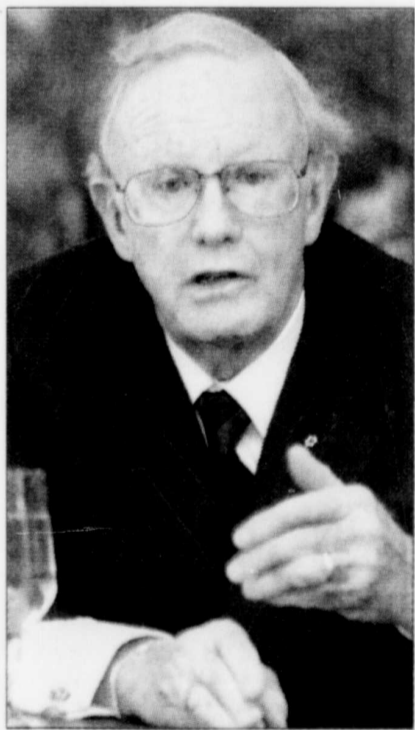
Ted Rogers veut s'offrir le câble de Cogeco

ARIANE KROL
La Presse

■ Même si Cogeco Câble n'est pas à vendre, Rogers Communications cherchera à augmenter sa participation dans l'entreprise québécoise, a confirmé Ted Rogers en entrevue à *La Presse* cette semaine.

« Je voudrais acheter plus d'actions, de toute évidence parce que nous pensons que c'est un bon investissement », a indiqué le grand patron du groupe torontois Rogers Communications lundi, quelques heures après avoir rencontré le président et chef de la direction de Cogeco et de Cogeco Câble, Louis Audet.

Rogers, qui s'est fait souffler Vidéo-tron par le tandem Quebecor-Caisse de dépôt il y a trois ans, a fait beaucoup jaser la semaine dernière en annonçant une augmentation de sa participation dans Cogeco Câble. La société ontarienne possède maintenant 18 %, des actions ordinaires et environ 30 % des actions à droit de vote subordonné du deuxième câble québécois. Cependant, avec 72 % des votes de Cogeco, qui elle détient 87 % des votes de Cogeco Câble, la famille Audet est pratiquement indélogeable. « La famille ne veut pas vendre et je comprends cela, notre famille ne veut pas vendre non plus. Et nous ne les avons pas poussés », affirme le



Le groupe de Ted Rogers est l'un des plus diversifiés au pays.

Voir ROGERS en C 4 ▶

Les images valent mille mots

ANDRÉ MONDOUX
Collaboration spéciale

■ Un des outils les plus en vue de la révolution de l'audiovisuel des années 1960-1970 était le projecteur à acétates. En utilisant des marqueurs effaçables sur une surface transparente, elle-même déposée sur un rétroprojecteur, il était possible d'agrandir et d'afficher un texte, un schéma ou un croquis afin de la rendre visible à un groupe d'individus.

L'idée était bonne, mais non sans inconvénients: les acétates devenaient rapidement souillés et les rétroprojecteurs, plutôt lourds, étaient bien souvent confinés à un même lieu, habi-

tuement une salle de cours ou de conférence. Une autre révolution, celle du numérique, a radicalement modifié la donne. Outre les applications maîtresses qu'étaient le traitement de

texte, la base de données et le chiffrier, une autre application est rapidement devenue l'enfant chéri du monde des affaires: les logiciels de présentations graphiques.

LES PRÉSENTATIONS À LÈRE NUMÉRIQUE

À la base, les logiciels de présentations graphiques servent à créer des « diapositives » qui, en unissant texte et images, peuvent littéralement illustrer un propos. En reliant l'ordinateur à un projecteur numérique, les diapositives peuvent ainsi être projetées

Voir IMAGES en C 2 ▶

PRENEZ LA VOIE RAPIDE DU FINANCEMENT EN HAUTE TECHNOLOGIE



INNOVEZ CONTACTEZ-NOUS!

Innovatech Québec est une société de capital de risque du gouvernement du Québec spécialisée dans le financement d'entreprises technologiques.

En investissant activement et rapidement dans des projets à contenu technologique élevé, Innovatech contribue à l'essor économique, à la diversification et à la création d'une véritable culture scientifique et entrepreneuriale sur son territoire.

Innovatech Québec dispose d'un fonds de 150 millions \$ et compte des investissements dans une centaine de projets et entreprises.

Innovatech
Québec
Innovatech, s'associer, grandir

10, rue Pierre-Olivier Chauveau, Québec (Québec) G1R 4J3 Tél.: 418.528.9770 1.866.605.1676 innovatechquebec.com

Centre du Québec | Chaudière-Appalaches | Mauricie | Québec

NOUVELLES TECHNOLOGIES

JEUNES

Suite de la C 1

ans, le taux d'intérêt grimpe», s'encourage-t-elle.

Chose certaine, il faut agir, selon elle. Le CST a pour mandat de conseiller le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie — présentement, Pauline Marois — sur toute question relative à l'ensemble du développement scientifique et technologique du Québec. Dès l'automne prochain, dans un avis sur la culture scientifique et technique, le CST s'attardera sur la question. « On va se préoccuper beaucoup des jeunes et on va travailler nos recom-

mandations à ce sujet », assure-t-elle, sans vouloir en dire davantage.

CONNAISSANCES INÉGALES

Par ailleurs, les résultats du sondage du CST sont révélateurs à d'autres égards, sur l'ensemble de la population. Notamment, la démocratisation de la culture scientifique et technique n'est pas encore une réalité au Québec. Ce sont les gens plus scolarisés, ceux qui sont bilingues et ceux qui bénéficient d'un revenu supérieur qui ont une culture scientifique et technique plus élaborée, au détriment des personnes peu scolarisées, unilingues et moins bien nanties.

« On se compare très bien aux autres pays en termes de connaissances scien-

tifiques et l'intérêt est là. Mais parmi les grands champs de culture générale, c'est en science et technologie que les gens considèrent le plus grand écart entre l'intérêt et les connaissances », indique aussi M^{me} Tremblay. Il y a donc un besoin d'en connaître davantage.

Pour combler cette demande, la présidente du CST entrevoit une forme de solution : la télévision. En effet, l'étude relève la popularité de ce médium comme source d'information scientifique. « En plus des recommandations que nous ferons à la ministre, nous en formulerons aux médias, pour qu'ils augmentent la place accordée à l'information scientifique à travers les émissions régulières. » Une technologie au service de la technologie!

ciel de présentation graphique de Microsoft qui domine ce marché.

CHANGEMENTS À L'HORIZON

Les technologies évoluent et il est évident que les présentations graphiques seront influencées par les récentes innovations technologiques.

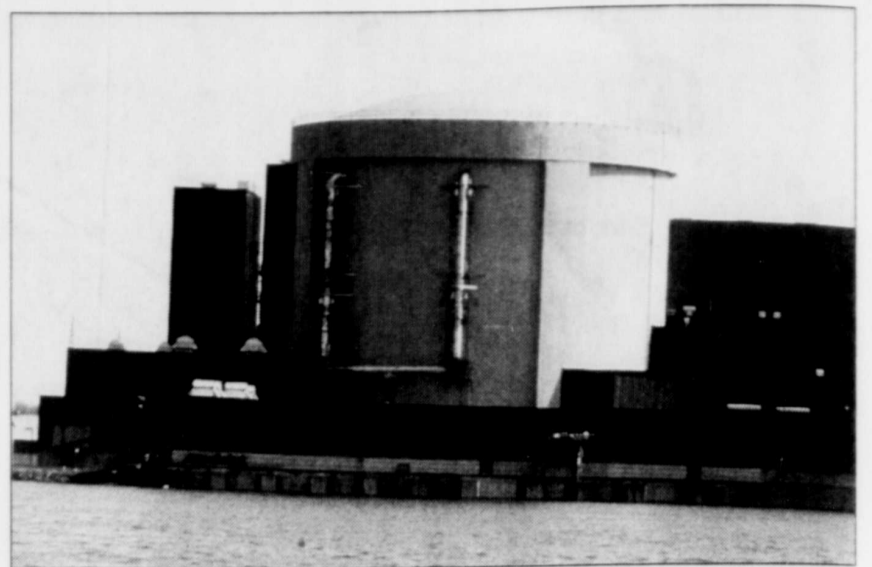
En premier lieu, il y a la montée des ordinateurs de poche qui, de plus en plus, sont munis de cartes de mémoire amovibles plus volumineuses. Il est présentement possible à un conférencier de stocker sa présentation graphique sur son ordinateur de poche et, en utilisant une petite carte vidéo qui s'insère dans la fente d'expansion de l'ordinateur de poche, de relier ce dernier au projecteur. Le conférencier peut littéralement trimballer sa conférence audiovisuelle... dans la poche de son veston! L'inverse est tout aussi vrai: il existe des utilitaires permettant de convertir une présentation graphique afin qu'elle puisse être visionnée sur ordinateur de poche. Avec l'actuelle popularité des ordinateurs de poche, beaucoup de conférenciers seront tentés de troquer le bloc-notes pour le plus petit ordinateur de poche.

Avec Internet, l'informatique a pris un virage qui consiste à se développer sous forme de services visant à rendre des contenus accessibles à distance. On peut facilement envisager le jour prochain où les présentations graphiques pourront inclure des liens vers des sources distantes (base de don-

nées, sites Web, etc.) pour ainsi offrir non seulement un plus large éventail de contenus, mais aussi des données en temps réel (indices boursiers, conférences Web, etc.).

Une autre tendance consistera à intégrer les nouvelles technologies de liaison au réseau local sans fil (aussi nommées 802.11b). La norme 802.11b, de plus en plus utilisée avec les ordinateurs de poche et les blocs-notes, permet aux ordinateurs de se connecter à un réseau local sans fil (dans un rayon pouvant atteindre 100 m à l'intérieur). On peut aisément envisager une présentation où les participants, grâce à leur ordinateur doté d'un module 802.11b, pourraient télécharger sur leur appareil, automatiquement et sans fil, la présentation ou tout autre document ou fichier connexe. Le conférencier pourrait également initier un sondage auprès des participants, qui retourneraient leur réponse par leur connexion sans fil au réseau local, sondage dont les résultats pourraient être intégrés à même la présentation en cours!

Tout incite à croire que les logiciels de présentation graphique, sous l'influence de la convergence entre l'informatique et les télécommunications, deviendront plus bidirectionnels et interactifs. Du coup, ces logiciels passeront probablement de la simple « présentation » à la « communication » et ils ne perdront rien de leur pertinence, bien au contraire.



Pour l'organisme Sortir du nucléaire, la meilleure chose qui puisse arriver à Hydro-Québec serait de fermer Gentilly 2 afin d'éviter un fiasco financier similaire à celui survenu en Ontario avec la centrale nucléaire Pickering.

RÉNOVER

Suite de la C 1

ce sera toujours un héritage d'un milliard\$ et des possibilités de catastrophes écologiques qui devront être tôt ou tard être assumées par les générations de demain.»

Selon René Coignaud, la plupart des pays occidentaux sont en train de délaisser graduellement le nucléaire pour l'efficacité énergétique et l'éolien. « Alors que le débat en Allemagne, en Suisse et en Belgique est mené par des politiciens, ici, on laisse à Hydro-Québec le soin de diriger les opérations. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Où sont les élus dans ce dossier? »

Pour l'organisme Sortir du nucléaire, la meilleure chose qui puisse arriver à Hydro-Québec serait de fermer Gentilly 2 afin d'éviter un fiasco financier similaire à celui survenu en Ontario avec la centrale nucléaire Pickering.

« La proposition de remise à neuf d'Énergie atomique du Canada du réacteur de Gentilly 2 est de la même nature que celui de la centrale de Pickering dont les travaux accusent trois années de retard. Les coûts sont ainsi passés de 800 millions\$ à 2,5 milliards\$. Le Québec n'a pas besoin d'un désastre pareil », soutient le porte-parole Shawn-Patrik Stensil.

DES TONNES DE DÉCHETS

À l'échelle nationale, le ministère fédéral des Ressources naturelles estimait à la fin de 1998 à 31 200 tonnes de déchets nucléaires — 1,3 million de grappes de combustible usé contenant plus de 200 différents nucléides radioactifs — en dormance dans des installations de stockage temporaires — dont 77 tonnes toujours entreposées sur le site de Gentilly 1. À cela, il faut évidemment ajouter les 1872 tonnes — 78 000 grappes — de déchets nucléaires produites chaque année par les 14 réacteurs encore en exploitation au pays.

Les plus gros producteurs? Hydro-Québec avec ses quatre centrales dé-

tient 90% de tous les déchets nucléaires du pays. Hydro-Québec (4%), Énergie Nouveau-Brunswick (4%) et Énergie atomique Canada (2%) viennent compléter le tableau.

LE BOUCLIER

Reste que depuis l'entrée en vigueur de la loi C-27 sur les déchets de combustible nucléaire le 15 novembre dernier, la gestion des déchets nucléaires a pris une tournure inattendue au pays.

Née de cette loi, la Société de gestion des déchets nucléaires a le mandat clair de rendre des comptes au fédéral. Dans son mandat, cette société — mise sur pied par les services publics nucléaires — a trois ans (jusqu'en 2005) pour développer et soumettre des recommandations à Ottawa sur la gestion à long terme des déchets nucléaires.

Parmi les recommandations, la société devra tenir compte d'au moins trois méthodes qui ont déjà fait l'objet

de discussions par le passé, notamment lors de la Commission Seaborn.

La plus spectaculaire demeure sans contredit l'utilisation du Bouclier canadien comme lieu national d'enfouissement. « C'est une solution qui demeure intéressante et qui fera sans l'ombre d'un doute l'objet d'intenses discussions au cours des prochaines années », confirme la présidente de la société, Elizabeth Dowdeswell.

M^{me} Dowdeswell ne sait pas encore si une tournée canadienne de consultations aura lieu spécifiquement sur l'enfouissement de déchets dans le Bouclier.

« Mais chose certaine, dit-elle, nous consulterons les communautés évoluant aux environs des centrales nucléaires. Elles sont au cœur de nos préoccupations. Et nous voulons surtout connaître leurs attentes. »

Car parmi les deux autres propositions déjà retenues, figure également celle suggérant l'entreposage permanent des déchets à l'emplacement même des réacteurs nucléaires actuels.

Hydro-Québec, avec 90% de la production, est le plus gros producteur de déchets nucléaires au pays

CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

Un virage social obligé

ALEXANDRA PERRON
Aperron@lesoleil.com

« Maintenant, pour évoluer en société, il faut plus de connaissances scientifiques et un certain niveau de compétence technologique. Ce n'est plus une question de culture, mais bien de survie. » Pour cette raison, Hélène P. Tremblay, présidente du Conseil de la science et de la technologie (CST) du Québec, prône un rapprochement entre la science et la société. Un passage obligé, selon elle.

Depuis 30 ans, le CST veille au grain en matière de science et de technologie au Québec. Il conseille le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie — actuellement Pauline Marois —, lui fait état de la situation dans ces domaines, à travers des avis, il peut formuler des recommandations. Mais alors qu'il se penchait souvent sur des sujets de sciences pures, aussi appelées sciences « dures », le temps était venu d'élargir ses horizons, juge M^{me} Tremblay. Elle y travaille depuis son arrivée, il a trois ans.

« On a voulu intégrer de façon plus formelle les sciences sociales et de l'éducation pour avoir une vision plus large », explique la présidente. Composé de 15 membres, le CST confie à des comités d'experts la rédaction d'avis. Depuis

peu, les experts choisis proviennent de plus en plus du milieu des sciences « molles », tout comme les sujets à étudier.

Cette volonté d'arriver à une société du savoir se reflète également parmi les grandes « orientations du conseil pour guider les interventions futures ». D'abord, il faut démocratiser la culture scientifique et technique, martèle M^{me} Tremblay. « Tous les Québécois doivent augmenter leur niveau de connaissances scientifiques et technologiques pour pouvoir maîtriser leur environnement. »

Elle insiste ensuite sur l'importance « d'accroître l'engagement concerté », c'est-à-dire le soutien d'une culture scientifique par tous les acteurs sociaux, notamment l'école. Elle mentionne aussi la né-

cessité d'améliorer le dialogue entre les scientifiques et la population. « Les scientifiques ont un devoir de vulgariser pour la population et un devoir de l'écouter, d'où la pertinence de créer des lieux d'échange direct, comme les cafés des sciences. »

M^{me} Tremblay note à cet égard « les magnifiques sujets de débat » que sont les OGM ou encore le clonage. Qu'il s'agisse d'utiliser un ordinateur, de savoir de quoi est composé un aliment ou encore de connaître les modes de fécondation pour les couples qui ne peuvent pas avoir d'enfants, les gens veulent et doivent savoir, insiste-t-elle.

SURVOL DU CST

Créé en 1972 sous le nom de Conseil de la politique scientifique, le CST est un organisme consultatif sans autorité d'action. Le Conseil adresse ses recommandations tout d'abord à la ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, puis ensuite aux autres instances gouvernementales, au milieu industriel et aux établissements d'enseignement supérieur. Depuis 2001, il s'est doté de deux comités permanents, soit la Commission de l'éthique, de la science et de la technologie et le Comité-conseil de la culture scientifique et technique. Le CST produit environ six avis par année et un rapport de conjoncture aux trois ans. Son budget avoisine 1,8 million \$.



Hélène P. Tremblay

Sonata

2003 Louez à partir de
239\$
par mois / 48 mois
Comptant de 1995\$

Financement
à l'achat
0%
Jusqu'à 48 mois



LESSARD
HYUNDAI

OU AUCUN PAIEMENT AVANT **UN AN À L'ACHAT**

Accent

2003 Louez à partir de
159\$
par mois / 60 mois
Financement
à l'achat
Jusqu'à 36 mois

0%



Pièces et service
ouvert le soir
jusqu'à 21h.

rassurant

659, Boul. St-Joseph, Québec
Entre Pierre-Bertrand et Laurentien
623-5471

Gagnant du prix
du président pour
la 7^e année



HYUNDAI

Gagnant

*Programme de location sur 48 mois. Les services financiers Hyundai, pour la Sonata GL 2003 neuve, PDSF à partir de 21 595 \$, 239 \$/mois avec 1 995 \$ comptant pour l'achat. Les services financiers Hyundai, pour l'Accent GL 2003 neuve, PDSF à partir de 13 795 \$, 159 \$/mois avec 0 \$ de comptant. Première mensualité exigée. Délai de sécurité de 1 \$ sur tous les modèles 2003. Frais de transport et préparation inclus pour l'Accent, en sus pour la Sonata. Taxes et frais d'acquisition de 200 \$ en sus. Kilométrage de 20 000 km par année, 10 cents par kilomètre supplémentaire. 0% de financement à l'achat jusqu'à 36 mois pour les voitures 2003 neuves de modèle Accent, 0% de financement à l'achat jusqu'à 48 mois sur tous les modèles Sonata GL 4 cylindres. Le paiement différé d'un an (0\$) n'est disponible sur tous les véhicules neuves 2002 et 2003. Aucun frais d'intérêt ne seront exigés durant les premiers 225 jours après la livraison du véhicule. Après les 225 premiers jours, l'intérêt commence à croître et l'acheteur paiera le capital et l'intérêt mensuel au terme du contrat à un taux d'intérêt de 5,5% par année. Le premier paiement est dû le 30e jour après la livraison du véhicule. La durée du contrat maximum est de 48 mois, incluant les 12 mois de paiement différé. Un dépôt ou un échange peut être exigé. Ces offres sont valables jusqu'au 31 mars 2003 sur les véhicules en inventaire seulement, conditionnelles à l'approbation de crédit et ne peuvent être combinées à aucune autre offre.

Programme d'assistance routière 24 h.

NOUVELLE-ZÉLANDE

La viticulture écologique rapporte

JENNIFER LITTLE
Agence France-Presse

AUCKLAND — Les viticulteurs néo-zélandais sont encouragés chez eux à produire écologique, ce qui leur permet d'obtenir une étiquette qui se vend bien à l'étranger.

Car les professionnels qui produisent du vin selon des critères écologiques précis ont le droit d'apposer un label sur leurs bouteilles faisant l'objet d'une campagne publicitaire.

La campagne « Sustainable winegrowing » (Viticulture écologique) connaît un succès grandissant dans cette activité en plein essor, ce qui conduit de plus en plus de producteurs de vins à prendre en compte les critères touchant à l'environnement.

Un programme pilote pour l'introduction d'une viticulture respectueuse de l'environnement a été mis en place par le groupement des producteurs de vins néo-zélandais qui a désigné Tessa Renton comme coordinatrice nationale du SWNZ (Sustainable Winegrowing New Zealand).

Cinq caves de la région de la baie d'Hawkes sur l'île du Nord ont pris part à ce programme l'année dernière et 15 autres d'autres régions du pays ont décidé de rejoindre l'organisation cette année.

Ce projet tourne autour d'une feuille d'objectifs destinée à évaluer toutes les performances des producteurs de raisin et de vin, selon des critères concernant aussi bien le

Traitement des vignobles, pesticides utilisés, production du vin doivent respecter certains critères

traitement des vignobles que l'évacuation des eaux usées, les carburants utilisés, les pesticides et les produits chimiques ainsi que la politique sociale.

Le critère écologique peut également s'appliquer à la production du vin elle-même, mais avec des critères moins rigoureux combinant à la fois l'état de l'environnement, la responsabilité sociale et la légitimité économique.

« Le mot d'ordre est que lorsque vous transmettez la terre de votre propriété à votre fils ou à votre fille elle ne doit pas être en plus mauvais état que lorsque vous en avez hérité », explique Tessa Renton.

Oenologue de renom, Bob Campbell explique que l'initiative pour promouvoir une viticulture écologique constitue un point positif devant rassembler les producteurs sous la bannière d'un « vin de Nouvelle-Zélande, riche d'une terre verte et pure ». « C'est une bonne chose à la fois pour la qualité du vin ainsi que pour la santé de celui qui le consomme », ajoute-t-il.

Environ 60% des producteurs de raisin de Nouvelle-Zélande appliquent actuellement des méthodes écologiques. L'objectif de M^{me} Renton est de rallier les producteurs de vin



Environ 60% des producteurs de raisin de Nouvelle-Zélande appliquent actuellement des méthodes écologiques.

au projet. Elle a déclaré qu'elle espère qu'une majorité d'entre eux l'aura fait d'ici 2005.

Car ce n'est qu'une fois que le producteur de raisin et le producteur de vin, qui en général travaillent séparément, ont rempli les conditions prévues que le label peut être apposé sur les bouteilles.

Les producteurs de raisin qui pourraient douter des retombées économiques de ces nouvelles exigences écologiques pourraient avoir des surprises, affirme M^{me} Renton.

Une grande société utilisant des méthodes de culture écologique se vante d'avoir obtenu une réduction de 45% dans l'utilisation des produits de traitement des maladies de la vigne.

Tonu Hoksbergen, responsable des vignobles pour la société Montana Wines Ltd, a déclaré lors d'une conférence de viticulteurs qu'il est « important que notre réputation en matière d'environnement soit irréprochable afin que les clients et le consommateur final du vin soient confiants au moment de l'achat ».

« Cela est économiquement logique car le consommateur est rassuré, ça prouve la volonté d'innovation, d'amélioration permanente et par-dessus tout c'est bon pour l'environnement, pour le personnel qui travaille dans les vignobles et pour la communauté au sein de laquelle nous vivons », a-t-il ajouté.

Les vins blancs vifs et pleins de bouquet de Nouvelle-Zélande, en particulier les sauvignon, chardonnay et riesling, ont conquis des prix internationaux ces dernières années.

Selon les professionnels du vin néo-zélandais, les dernières statistiques disponibles, qui remontent à 2001, montrent que le pays a exporté un peu plus de 19 millions de litres de vin pour une valeur de 107 millions de dollars US.

INDE

Le « success story » de l'informatique

PIERRE PRAKASH
© Libération

NEW DELHI — En plein ralentissement au plan mondial, le secteur informatique poursuit sa croissance en Inde.

Selon les chiffres publiés voici une dizaine de jours par Nasscom (National Association of Software and Services Companies), les exportations indiennes de logiciels et de services informatiques ont augmenté de 28% lors des neuf premiers mois de l'exercice 2002-2003 (d'avril à décembre) par rapport à la même période l'an dernier.

Les recettes tirées de ces exportations s'établissent à 340 milliards de roupies (environ 10,5 milliards SCAN), contre 266 milliards l'an dernier (environ 8,3 milliards SCAN). Une bonne performance qui laisse penser que l'Inde atteindra, comme prévu, 9,6 milliards de dollars d'exportations pour l'exercice en cours, soit près de 2 milliards de plus que l'an dernier.

Pour l'Inde, pays souvent montré du doigt pour ses mauvaises performances économiques, l'informatique constitue donc le *success story* de la dernière décennie. Cela fait en effet plusieurs années que les exportations liées à l'informatique sont en phase de croissance exponentielle.

Selon Nasscom, elles devraient cette année représenter 20,4% du total des exportations indiennes, contre seulement 4,9% en 1997. Selon une étude réalisée en septembre dernier, les entreprises informatiques indiennes seraient les plus rentables du monde.

Malgré la crise mondiale du secteur, les cinq leaders du marché affichent

en effet toujours des marges bénéficiaires supérieures à 25%, de quoi faire rougir d'envie n'importe quel chef d'entreprise occidental.

LA SOUS-TRAITANCE

Derrière cette réussite : la sous-traitance. Bénéficiant d'une main-d'œuvre anglophone, qualifiée et bon marché, l'Inde est en effet devenue la destination favorite des fabricants occidentaux, et plus particulièrement des grandes firmes américaines. Plus de 60% des exportations de logiciels sont ainsi destinées aux États-Unis.

L'Europe ne représente pour sa part qu'entre 20% et 25% du total, mais les analystes affirment que cette part devrait rapidement augmenter. De même, les exportations vers l'Afrique et le Moyen-Orient.

Pourquoi les entreprises indiennes ont-elles échappé au ralentissement global de l'industrie informatique ? Réponse, là encore : leur statut de sous-traitant. « Il ne faut pas trop le dire, mais ce ralentissement joue en fait en notre faveur, confie un spécialiste du secteur. La mauvaise conjoncture aux États-Unis pousse les entreprises américaines à plus sous-traiter, et nous sommes les meilleurs sous-traitants ».

Ainsi, l'Inde continue tranquillement sur sa lancée, espérant plus que jamais atteindre le statut de « superpuissance informatique » d'ici à quelques années. Et, pour l'heure, tout porte à croire qu'elle remportera ce pari. Selon les projections, les exportations du secteur devraient rapporter quelque 50 milliards de dollars d'ici à 2008 et créer quelque 2,2 millions d'emplois directs.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES AU QUÉBEC

IL Y A 14 PARTIS POLITIQUES EN RÉGLE...

Conformément à l'article 101 de la Loi électorale, le Directeur général des élections du Québec fait connaître par la présente la liste des partis politiques autorisés en date du 17 mars 2003.

PARTI POLITIQUE	CHEF	REPRÉSENTANT OU REPRÉSENTANT OFFICIEL
■ ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC / ÉQUIPE MARIO DUMONT	Mario Dumont	Denis Massé
■ BLOC POT	Hugé St-Onge	Marc-André Roy
■ ÉQUIPE OPTIONS	François Lefebvre	Jean-Paul Déry
■ PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC	André Parizeau	André Cloutier
■ PARTI DE LA LOI NATURELLE DU QUÉBEC / NATURAL LAW PARTY OF QUÉBEC	Allen Faguy	Denis Cauchon
■ PARTI DÉMOCRATE DU QUÉBEC	Olivier Chalifoux	Marie-Huguette Dumas
■ PARTI DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE DU QUÉBEC	Gilles Noël	Lisette Gauthier-Gélineau
■ PARTI ÉGALITÉ / EQUALITY PARTY	Keith Henderson	Alex Ross
■ PARTI INNOVATEUR DU QUÉBEC	Raymond Robitaille	Guy Gervais
■ PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC / QUÉBEC LIBERAL PARTY	Jean Charest	Alain Paquin
■ PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DU QUÉBEC	Claude Brunelle	Christian Legeais
■ PARTI QUÉBÉCOIS	Bernard Landry	Pierre Séguin
■ PARTI VERT DU QUÉBEC / GREEN PARTY OF QUÉBEC	Richard Savignac	Lynette Tremblay
■ UNION DES FORCES PROGRESSISTES	Monique Moisan	Claude Ricard

ET IL Y A DES RÈGLES À SUIVRE :

Voici les principales règles qui concernent les contributions :

Selon la Loi électorale, seul un électeur peut verser, à même ses propres biens, une contribution à des fins politiques. Les personnes morales, comme les compagnies, les corporations et les syndicats, ne peuvent en aucun temps contribuer aux caisses des partis, des députés indépendants ou des candidats indépendants autorisés.

Chaque fois que vous faites un don en argent, que vous rendez des services ou fournissez des biens à titre gratuit à un parti, une association de comté, un député indépendant ou un candidat, vous faites une contribution. Il existe cependant des exceptions qui sont prévues dans la loi.

Le représentant officiel ou la personne qu'il désigne par écrit à cette fin sont les seules personnes qui peuvent recueillir vos contributions. Elles ont l'obligation de vous délivrer un reçu pour toute contribution. Vous pouvez déduire de votre impôt autrement payable à Revenu Québec une somme égale à 75% des premiers 400 \$ pour un maximum de crédit d'impôt de 300 \$ par année.

Au cours d'une même année, vous ne pouvez verser plus de 3 000 \$ à chacun des partis, des députés indépendants ou candidats indépendants autorisés.

Vous pouvez verser votre contribution en argent comptant si le montant est de 200 \$ ou moins. Les contributions supérieures à 200 \$ doivent être acquittées au moyen d'un chèque personnel ou selon un autre ordre de paiement signé par l'électeur. Une telle contribution peut également être versée, conformément aux directives du DGE, au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds.

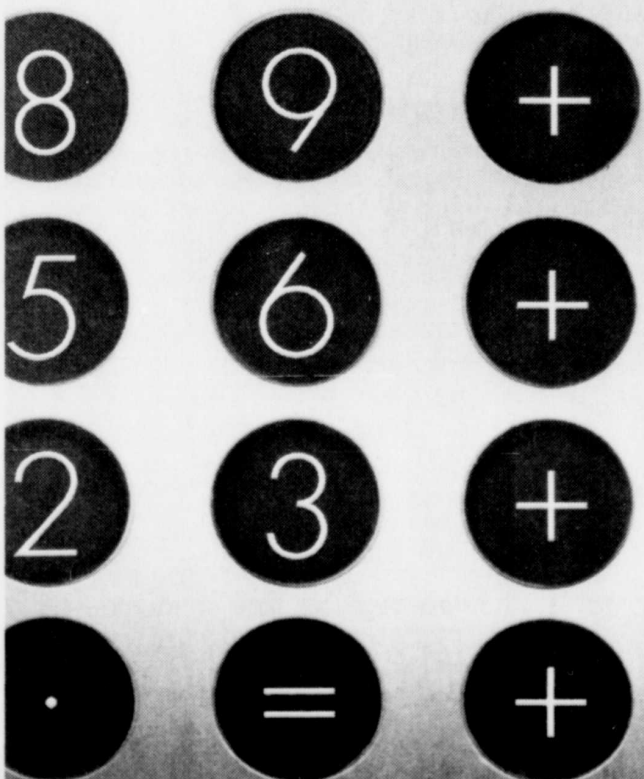
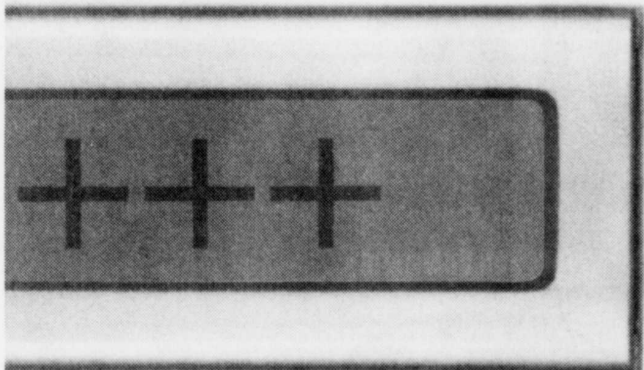
Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec le :

Centre de renseignements
Directeur général des élections du Québec
Édifice René-Lévesque
3460, rue de La Pérade
Sainte-Foy (Québec) G1X 3Y5
ou composer : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Profitable +
Autonome +
Économique +
Six forfaits à tarif mensuel fixe



Additionnez les économies

Nouvelle gamme de six forfaits de frais de service.

Pour deux dollars par mois ou plus, vous profiterez d'un forfait adapté à vos besoins et à votre budget pour vos transactions personnelles courantes.

Renseignez-vous dès aujourd'hui auprès d'un conseiller de Desjardins.

Desjardins

Conjuguer avoirs et être

www.desjardins.com

PÉTROLE

L'OPEP a assez de réserve pour faire face à une guerre

■ BERLIN (AFP) — L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a « assez de réserves » de brut pour éviter une pénurie en cas de guerre contre l'Irak, a assuré le secrétaire général du cartel, Alvaro Silva Calderon, dans une entrevue au quotidien allemand *Der Tagesspiegel* publiée aujourd'hui.

« Nous avons assez de réserves que nous pouvons utiliser sur le court terme, pour calmer le climat sur les marchés pétroliers », a déclaré le dirigeant de cette organisation qui compte 11 pays membres.

M. Calderon, qui est de nationalité vénézuélienne, a rejeté des doutes sur la capacité de l'OPEP de compenser la baisse de la production en Irak en cas de guerre. Il a souligné que le Venezuela

était en train de surmonter les problèmes liés à la grève qui avait sévèrement affecté son industrie pétrolière en décembre et janvier derniers, et serait capable au plus tard fin mars de produire 2,9 millions de barils par jour (mbj).

La production de pétrole des 11 pays membres de l'OPEP a augmenté de 8,6% ou 2,217 mbj en février pour atteindre 27,88 mbj, indique la revue spécialisée *MEES* dans son édition d'aujourd'hui.

Avec la reprise de la production du Venezuela et une augmentation importante de la production des pays arabes du Golfe, membres du cartel, la production de 10 des 11 membres de l'OPEP (sans l'Irak), a augmenté de 10,1% à 25,45 mbj contre 23,113 mbj en janvier, selon la revue basée à Nicosie.

La production de l'Irak a baissé de 120 000 bj avec une suspension des exportations par camions vers la Turquie.

ROGERS

Suite de la C 1

président et chef de la direction de Rogers.

RETOUR DU DIVIDENDE ?

Considérant que le ratio d'endettement de Rogers est élevé pour sa cote BB+, Standard & Poor's a récemment révisé sa perspective à la baisse, de stable à négatif. Pourtant, Ted Rogers aimerait bien faire plaisir aux actionnaires, à qui RCI n'a pas versé de dividende depuis près de trois ans.

« Nous n'avons pas encore de flux de trésorerie libres, mais je pense qu'on peut envoyer des messages. Rembourser une partie de la dette du holding (RCI). Respecter nos actionnaires en payant un petit dividende : 2,5 ¢ par trimestre, 10 ¢ par an, ça coûterait 20 millions de dollars. Nous nous concentrons davantage sur ce genre de trucs que sur n'importe quelle grosse acquisition », lance le dirigeant.

Avec ses stations de radio et de télévision, ses magazines, dont *L'actualité* et *Châtelaine* au Québec, et sa filiale de téléphonie cellulaire Rogers AT&T, la société ontarienne est l'un des groupes de communications canadiens les plus diversifiés. Et même s'il est propriétaire du plus gros câblodistributeur au pays, Ted Rogers ne donne pas cher de l'avenir des câbles canadiens si Ottawa refuse d'assouplir les règles de propriété étrangère.

« Si rien ne change, je pense que Bell possédera tout. Bell est si gros, si fort et si dominant que les autres vont finir par... Bell sera tout, que ce soit à 100% ou à 92% ou à 95% », prédit-il.

Un comité des Communes tente actuellement de voir s'il faut modifier la législation exigeant que 80% des actions à droit de vote des entreprises de télécommunication soient détenues par des Canadiens. Les câblodistributeurs ont demandé qu'il n'y ait plus aucune limite à la participation étrangère dans leurs entreprises.

Cette ouverture faciliterait la recherche de capitaux aux États-Unis, plaide Ted Rogers. Si un câble américain se retrouve en défaut de paiement, son créancier trouvera beaucoup d'acheteurs chez les concurrents, fait-il valoir, ce qui ne serait pas le cas avec Rogers, Cogeco ou Shaw au Canada. « Si Shaw tournait mal, seul Rogers pourrait le racheter et il ne ferait probablement pas. Si les règles de propriété étrangère changeaient, les prêteurs nous prêteraient plus généreusement qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, c'est difficile », souligne l'entrepreneur.

LE FEUILLETON DE LA SUCCESSION

Ted Rogers, qui fêtera son 70^e anniversaire dans deux mois, continue à dominer la situation du haut de ses 6'4". Impossible pourtant de parler de l'avenir de sa société sans évoquer le sien. « J'es-

père changer un peu le détail de ce que je fais afin que les autres en fassent plus et que je puisse consacrer plus de temps à certains des enjeux à long terme et à rencontrer des gens », dit-il.

Mais il serait hasardeux de tirer des conclusions d'une telle déclaration. Après avoir envisagé de tirer sa révérence à la fin de 2003, Ted Rogers a fait marche arrière l'an dernier et obtenu une prolongation de son contrat jusqu'en 2006. Un nouveau rebondissement est survenu au début de février lorsque John H. Tory, pressenti comme son successeur en attendant que la seconde génération soit prête à prendre la relève, a préféré tenter sa chance comme candidat à la mairie de Toronto. Edward, le fils de Ted, a alors été promu président et cochef de la direction de Rogers Cable.

Malgré la défection de John H. Tory, Ted Rogers continue de favoriser un scénario de transition. « Si vous pensez au chef de la direction de RCI, vous aurez probablement un intérim », confirme-t-il. Melinda Rogers, qui est vice-présidente, capital-risque, est sa seule autre enfant à faire carrière dans l'entreprise. Et même si Edward a hérité du nom de son père, celui-ci ne l'a pas encore désigné comme son successeur. « Les deux sont là. Deviendront-ils chef de la direction de RCI ? Selon moi, ils seraient fous de le faire, mais ils en ont l'énergie et le désir, alors que Dieu les bénisse », dit-il.

Il faut dire que les temps sont durs pour les câblodistributeurs. D'un côté ils s'endettent pour moderniser leurs réseaux, de l'autre ils perdent des milliers d'abonnés au profit des télédistribeurs par satellite comme Bell ExpressVu. « Qu'allons-nous faire quand l'accès Internet à haute vitesse plafonnera ? Nous y arrivons, vous savez », ajoute Ted Rogers. Ces défis de taille, il en fait une affaire personnelle. « Je vois des occasions d'affaires, ce que j'adore », dit-il en rappelant que le réseau câblé de Rogers permettrait de lancer une foule de nouveaux services, comme des systèmes de vidéo-surveillance.

Vendre de nouveaux services, oui, mais pas question de céder des éléments actifs du groupe, affirme le patron de Rogers. Il a déjà dit combien il regrette d'avoir vendu une partie de son réseau de câblodistribution ontarien à Louis Audet en 1997 et il ne se console toujours pas d'avoir cédé les quotidiens du groupe Sun Média pour réduire la dette de Rogers en 1996. « J'ai été bête de vendre la part de contrôle dans Sun. Stupide ! », disait-il encore à *La Presse* cette semaine. Et même s'il avoue ne pas être un grand fan de baseball, et que les Blue Jays ont perdu plus de 100 millions \$ l'an dernier, le deuil reste à faire. « Vendrions-nous ? Certainement, nous vendrions une participation, peut-être, mais... », hésite-t-il.

Bref, Ted Rogers a beau rappeler que son conseil d'administration ou lui-même peuvent libérer le siège de chef de la direction de RCI à six mois d'avis, on devine que l'homme n'a pas le détachement facile.



APPEL D'OFFRES

Le centre hospitalier de Chandler, propriétaire, ayant son siège social au 451, Mgr-Ross Est, Chandler (Québec) G0C 1K0, téléphone : (418) 689-2261, demande des soumissions pour des travaux de réaménagement de ses laboratoires.

Les documents contractuels et autres renseignements peuvent être obtenus chez Vachon et Roy architectes, 240, rue Domagaya, Gaspé (Québec) G4X 1K8, téléphone : (418) 368-6778, télécopieur : (418) 368-8411, contre un chèque visé non remboursable de 50 \$, toutes taxes incluses, émis à l'ordre de l'architecte.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de 10% du montant de la soumission et valide pour une période de 45 jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de 10% du montant de la soumission fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada et dont la valeur nominale représente également 10% du montant de la soumission.

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées portant la mention *Soumission - Réaménagement des laboratoires*, seront reçues au bureau de la direction générale du centre hospitalier de Chandler, à l'adresse ci-dessus, jusqu'à 14h, heure locale en vigueur, le mardi 8 avril 2003, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont considérés aux fins d'octroi du contrat, les entrepreneurs généraux ayant leur principale place d'affaires au Québec, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick et détenant la licence requise pour des travaux d'édifices publics en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction du Québec (L.R.Q., c.Q-1).

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur conformité envers la Régie du bâtiment et leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le Propriétaire ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Mme Marlyne Cyr
Directrice des services administratifs

www.cyberpresse.ca

AVIS

Vous êtes cordialement invité(e)s à assister à la réunion publique d'information de la **Maison de Lauberivière** qui aura lieu le **jeudi 20 mars 2003 à 19 heures**, en la salle Saint-Lazare (local 174) du 401, rue Saint-Paul à Québec.

AVIS PUBLIC Communauté métropolitaine de Québec

Séance ordinaire le 20 mars 2003 du Conseil à compter de 17h

Avis public est par les présentes donné de la tenue, le 20 mars 2003, d'une séance ordinaire du Conseil de la Communauté métropolitaine de Québec au siège social de la CMQ situé au 1130, route de l'Église, à Sainte-Foy, à compter de 17h.

Québec, le 14 mars 2003

Le secrétaire-trésorier,
Pierre Rousseau, avocat

Inclonable.



Golf CL 2003

à partir de **198\$** par mois*
location 48 mois

- Freins à disque aux quatre roues avec ABS • Quatre coussins gonflables • Siège inclinable à hauteur réglable côté conducteur
- Banquette arrière rabattable et divisée 60/40 • Garantie pare-chocs à pare-chocs de 4 ans ou 80 000 km

Pour en savoir davantage sur ce qui rend la Golf si unique, rendez-vous sur vw.ca

Êtes-vous fait pour Volkswagen?



Remise de 750 \$ pour nouveaux diplômés collégiaux et universitaires. Certaines conditions s'appliquent.

*Offre d'une durée limitée sur le modèle de base, 5 vitesses, neuf, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Acompte : 2 527 \$. Dépôt : 250 \$. Transport inclus. Frais d'inscription au RDPRM (jusqu'à 46 \$) et droits sur les pneus neufs en sus. Taxe de 100 \$ en sus sur climatiseur. 0,12 \$ du km après 80 000 km. Préparation, immatriculation, assurances, taxes et frais administratifs en sus. La première mensualité est requise à la transaction. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Volkswagen Finance est une division de Credit VW Canada Inc. Chez les concessionnaires participants Volkswagen du Québec seulement. Quantité limitée. Ne s'applique qu'aux particuliers. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre.

Leader partenaire

Le rendez-vous mensuel des gens d'affaires de Québec

La Capitale a réussi le virage de sa diversification ...

... relèvera-t-elle celui de sa pleine ouverture sur le monde?



Mot du président de la Chambre de commerce de Québec
Claude Gauvin, FCA

Québec participe déjà activement aux courants d'échanges économiques et culturels. Un nombre croissant d'entreprises réussissent sur les marchés extérieurs, la renommée de nos artistes est internationale et des touristes des quatre coins du monde accourent dans la région. Cependant, à maints égards, Québec n'exploite pas son plein potentiel d'ouverture. Qu'il s'agisse du taux d'exportation des entreprises, de la présence des immigrants, de la pratique des langues étrangères, la région doit faire mieux. Bien entendu, la responsabilité des progrès à accomplir est collective mais les pouvoirs publics ont également un rôle à jouer. Les trois partis en campagne électorale ont-ils dans leurs desseins l'ambition de faire de la Capitale de Québec une cité phare, rayonnante et ouverte, et d'en élargir la portée nationale ?

Il convient de rappeler que la Capitale est caractérisée par sa très haute densité de résidents ayant le français comme langue maternelle et par la faible proportion de personnes bilingues (français-anglais), soit 30 %, qui est inférieure à celle de la moyenne provinciale (37,8 %). La pratique de l'espagnol arrive au 3e rang des langues parlées pour seulement 2% de la population. Or, le multilinguisme d'une région est un signe de vitalité et lui confère d'emblée un caractère accueillant pour les étrangers qui viennent s'y installer... et qu'on souhaite garder. En effet, si l'intégration à la société d'accueil et au marché du travail passe certainement, à Québec, par l'apprentissage du français, le sentiment d'adhésion et de « confort » qu'éprouvera la personne immigrante est intimement lié au degré d'acceptation de la différence manifesté par la communauté locale.

Également, le multilinguisme dans une entreprise représente un atout concurrentiel primordial pour percer sur les marchés extérieurs. Pouvoir compter sur des ressources humaines parlant les langues nationales des marchés prospectés contribue à en ouvrir les portes et permet éventuellement d'éviter bien des erreurs. Dès lors, il n'est pas étonnant que ce soient les gens d'affaires eux-mêmes qui identifient le développement des compétences linguistiques comme un enjeu prioritaire pour la croissance des entreprises et plus généralement pour l'essor de la région de Québec. Il y a deux ans, cette question fut même vivement discutée à l'occasion de notre Forum économique et c'est de là qu'est partie l'idée de tenir un événement de sensibilisation : Québec-Multilingue, dont la Chambre lancera la 3^e édition la semaine prochaine.

N'est-il pas paradoxal que notre région, si créative, si prospère et douée de talents de toutes sortes, manifeste encore autant de réticences à accepter en son sein de nouveaux immigrants et qu'elle ne saisisse pas toute la richesse de la diversité culturelle ? Plutôt que de voir les différences de valeurs et de langages comme une menace, peut-être aurions-nous collectivement intérêt à les intégrer dans notre quotidien. Comme le soulignait le président de l'Université du Québec Pierre Lucier, à notre tribune mardi dernier, une capitale n'est-elle pas un lieu naturel d'accueil des cultures et des langues du monde et n'est-il pas normal qu'on y entende parler diverses langues et qu'on y voie diverses couleurs de peau ? Laissons donc tomber notre masque monochrome et faisons de la diversité culturelle une réalité vivante. Mais où retrouve-t-on le courage et la volonté politique de passer de la parole aux actes ? Il est impératif de dégager les fonds conséquents, de simplifier les procédures administratives, d'améliorer la coordination des services d'accueil et d'intensifier les initiatives de sensibilisation. À cet égard, nous ne pouvons que déplorer la pauvreté et le silence de l'énoncé budgétaire 2003-2004.

Les nouvelles technologies de communication, l'innovation et le e-learning constituent de nos jours de formidables canaux d'ouverture sur le monde. Avec sa masse critique de chercheurs et de matière grise, Québec est bien placée pour prétendre au statut de « smart city », une « cité éducative » qui mise sur sa capacité de réseautage pour étendre ses antennes. Le succès de l'expérience des Rencontres internationales du multimédia d'apprentissage (RIMA) initiées par notre Chambre constitue un exemple éloquent du potentiel de croissance et de maillages internationaux dans ce domaine.

Tous ces éléments, et d'autres encore, concourent aux secrets d'une alchimie réussie entre enracinement et rayonnement, francophonie et multiculturalisme. Oui, vraiment, Québec, ville française en Amérique, devrait pouvoir s'enorgueillir également d'être davantage accueillante aux immigrants, polyglotte et curieuse des « ailleurs ».

Vous avez des commentaires ? Écrivez-nous à : info@ccquebec.ca



Appel de candidatures :

Entreprises de la région, recevez un hommage pour le travail accompli au cours des dernières années, en vous inscrivant au concours Stellaris Québec. Inscrivez-vous dans l'une des catégories suivantes : commerce de détail; entreprise de services; entreprise familiale; entreprise manufacturière; restaurant/traiteur et travailleur autonome.

Date limite pour déposer votre candidature : 19 mars, 17 h.

Information : 692-3853.

Budget provincial 2003-2004 :

positif pour la région...

L'énoncé budgétaire a donné suite à plusieurs des recommandations émises par la CCQ dans le cadre des consultations pré-budgétaires telles que :

- Mise en œuvre d'une politique de développement des exportations
- Assainissement de la rivière Saint-Charles d'ici le 400^e anniversaire de Québec
- Accès au capital de risque pour l'industrie biotechnologique
- Investissements dans les infrastructures universitaires en santé qui permettront notamment l'agrandissement et à la rénovation du Pavillon Ferdinand-Vandry dans la perspective d'une consolidation d'un Pôle Santé dans la Capitale autour de la faculté de médecine.
- Accélération de la formation professionnelle et technique de la main-d'œuvre dans les secteurs en forte demande.

En revanche, la Chambre déplore l'absence de fonds dédiés à une stratégie proactive d'immigration alors même que, dans les discours, la question d'attirer des travailleurs qualifiés est toujours présentée comme prioritaire.

... mais décevant sur le plan de la fiscalité et des finances publiques.

Les points suivants préoccupent particulièrement la Chambre :

- Aucune mesure d'allègement général du fardeau fiscal des particuliers.
- Accentuation de la distorsion concurrentielle entre les entreprises de Québec et celle des régions voisines.
- Pas d'accélération de la diminution de la taxe sur le capital en vue de son élimination complète.
- Relâchement des efforts en matière de remboursement de la dette publique.

Les Grands Québécois 2003

Le 18 février dernier, la Chambre de commerce de Québec a dévoilé le nom des trois personnalités émérites des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches qui feront officiellement leur entrée au sein de l'Académie des Grands Québécois le 4 avril prochain.

M. Jean Pelletier, Grand Québécois secteur social, fut élu maire de Québec en novembre 1977. Il occupera ce poste pendant douze ans. On lui doit, entre autres, d'avoir réussi à faire inscrire l'arrondissement historique de Québec sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, en décembre 1985. Après avoir été directeur de cabinet du premier ministre Jean Chrétien pendant près de neuf ans, Jean Pelletier est nommé à la présidence du conseil d'administration de VIA Rail Canada, où il poursuit actuellement un mandat de cinq ans.

M. Placide Poulin, Grand Québécois secteur économique, est le fondateur le président du conseil d'administration de MAAAX inc., l'un des plus importants fabricants nord-américains de produits et d'accessoires de salles de bains, de spas et d'armoires de cuisine. Inscrite à la bourse de Montréal puis à celle de Toronto en 1992, l'entreprise est propulsée sur le marché international. MAAAX

compte aujourd'hui 26 usines, 3800 employés et affiche un chiffre d'affaires de 750 M\$. Et la croissance continue, le chiffre d'affaires devant atteindre le milliard de dollars en 2005 ou 2006.

M. Richard Garneau, Grand Québécois secteur culturel,



Anis, de g. à d. : M. Richard Garneau, M. Jean Pelletier et M. Placide Poulin. Debout, de g. à d. : M. Claude Gauvin, FCA, président, CCQ et M. Jacques Joli-Cœur, maire suppléant et conseiller municipal du district I de l'arrondissement de La Cité.

est une figure quasi légendaire du petit écran. Commentateur sportif à Radio-Canada de 1957 à 1990, son nom est notamment associé à la « La Soirée du hockey ». M. Garneau travailla également durant quatre ans au sein du réseau TVA et, en 1999, fut intronisé au Temple de la renommée du hockey à Toronto. Parallèlement, il publia cinq livres dont « À toi... Richard », l'un des douze best-sellers en 1992. Toujours aussi actif, il sera à Paris l'été prochain pour les Championnats du monde d'athlétisme et commentera ses 19^e Jeux Olympiques à Athènes, en 2004... avec la ferme intention de participer à la couverture des Jeux de Turin en 2006 !

Le Gala des Grands Québécois bénéficie de l'appui des partenaires majeurs Bell, Air Canada et Hydro Québec ainsi que de la collaboration de DMR Groupe Conseil et de Aéroport de Québec inc.

RIMA sur la route

Ça y est ! Les Rencontres internationales du multimédia d'apprentissage (RIMA) sont de retour après un périple de quatre jours dans le Maine et à Boston ! Du 9 au 12 mars, trois rendez-vous étaient prévus pour les 55 participants (gens d'affaires, professeurs, muséologues, intervenants politiques, etc. de la région et de plusieurs pays) intéressés par l'application des nouvelles technologies au secteur de l'éducation : d'abord, une journée complète à explorer le projet d'implantation de 36 000 ordinateurs portables dans les écoles du Maine (Learning Technology Wireless Classroom Solution) puis double escale à Boston pour une visite au Massachusetts Institute of Technology et au MediaLab.

Les « RIMA sur la route » sont une initiative de la Chambre de commerce de Québec, avec la collaboration de Apple Canada, du Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche du Québec et de la Société de promotion économique du Québec métropolitain. Information : www.rima2004.org.



Wendy A. Kennedy, Assistante Administrative UMF ; Mike Muir, University of Maine at Farmington (UMF); Duke Albanese, Commissaire, Département d'Éducation de l'État du Maine; John Krasanavage, Directeur, Skowhegan Middle School; Claude Camirand, Président du comité organisateur des RIMA.



François Lebrun, Délégué, Délégation du Québec à Boston; Allan J. Cole, Directeur Exécutif, Boston E-Learning Association; Claude Camirand, Président du comité organisateur des RIMA.

Semaine Québec-Multilingue

Un, deux, trois... à vos langues, partez ! Au bureau, à l'école, à la maison... avec les collègues, entre amis, en famille... Choisissez vos mots pour le dire... mais dites-le ! **Du 24 au 28 mars, Québec est multilingue !** La Chambre de commerce de Québec vous invite tous à participer activement, tout en vous amusant, à cette semaine de sensibilisation à l'apprentissage des langues étrangères. Pour tout savoir, rendez-vous à : www.quebecmultilingue.com

Merci aux partenaires de cette initiative : Bell, les Caisses Desjardins, SPEQM, École des langues vivantes de l'Université Laval et les écoles primaires privées de Québec.



Lucie Francoeur, présidente-directrice générale, Aéroport de Québec inc. (ambassadrice de Québec-Multilingue 2003)



Henry Brunelle, président-directeur général, Bain Ultra inc. (ambassadeur de Québec-Multilingue 2003)



Chambre de commerce de Québec

Leader et partenaire

Pour nous joindre : 692-3853 ou via internet : www.ccquebec.ca

Active depuis 1809

ISRAËL

Un sévère plan d'austérité pour relancer l'économie

■ JÉRUSALEM (AFP) — Deux semaines après sa prise de fonctions, le ministre israélien des Finances, Benjamin Netanyahu, s'apprête à proposer un plan d'austérité visant à sortir Israël de la récession économique.

Ce plan prévoit notamment des compressions budgétaires d'un total de 3 milliards \$US, des baisses de 8 à 10 % dans les traitements de la fonction publique, le licenciement de quelque 10 000 fonctionnaires (dont 3 000 dans l'enseignement), et des coupes sombres au chapitre des dépenses sociales. Selon les révélations de la presse, ce « plan d'urgence » devait être rendu public aujourd'hui.

Israël traverse la crise économique la plus grave de son histoire, à la suite de 29 mois d'Intifada et au ralentissement dans la haute technologie lié à la crise mondiale. Le produit intérieur brut (PIB) israélien a reculé de 1 % en 2001 et de 0,9 % en 2002, alors qu'un nouveau recul du PIB est prévu en 2003.

Le déficit budgétaire a atteint en février un niveau record de près de 600 millions \$US, et devrait — selon la

presse — encore augmenter pour passer de 3 à 3,9 % du PNB.

« Ce plan injuste de M. Netanyahu va faire mal: il frappera en profondeur surtout les pauvres, favorisera les classes moyennes, et épargnera les nantis », un économiste.

Pêle-mêle, M. Netanyahu va ainsi réduire les allocations familiales et les allocations chômage, augmenter les tarifs des transports publics, de l'eau et des carburants, supprimer toutes sortes d'exemptions et privilèges fiscaux.

La stratégie déclarée du Trésor est de renoncer à l'État Providence afin de promouvoir une économie de marché qui devrait favoriser l'emploi, alors que

le chômage touche plus de 10 % de la population active. M. Netanyahu a clairement indiqué qu'il entend procéder au pas de charge à la privatisation d'un maximum d'entreprises publiques.

Les tranches d'imposition sur le revenu seront de leur côté revues à la baisse, ce qui devrait favoriser les classes moyennes et supérieures, les plus pauvres n'en profitant pratiquement pas.

L'État hébreu s'apprête à adopter ce plan de rigueur également pour satisfaire aux exigences du gouvernement américain, dont il attend une aide militaire exceptionnelle de 4 MSUS ainsi que des garanties sur des prêts bancaires d'un montant de 8 MSUS.

SECTEUR BANCAIRE

Pas de fusions pour l'instant

OTTAWA (PC) — Malgré un intérêt grandissant pour amender les lois et permettre les fusions dans les secteurs bancaires et d'assurances, on ne doit pas s'attendre à des changements rapides, a indiqué un membre important du Parti libéral du Canada qui siège sur le Comité des finances du Parlement.

Alors que le comité multipartite doit se rencontrer demain à Ottawa pour mettre au point son rapport final sur cette question, des députés libéraux s'interrogent sur l'épineuse question de permettre de telles fusions entre les banques et les compagnies d'assurance sur la vie.

Il y a des choses plus urgentes à régler, a déclaré Bryon Wilfert, secrétaire parlementaire du ministre des Finances, John Manley, et membre du comité. Une fois que le comité aura déterminé les conséquences des fusions bancaires pour le public, il devra porter son attention complète sur la législation gouvernant le plus récent budget fédéral, ce qui pourrait prendre des mois.

Autant dire que les projets de fusions entre les piliers de l'industrie des services financiers devra attendre.

« Si quelqu'un veut faire une telle proposition, je veux bien l'entendre, mais la priorité numéro 1 du comité doit être l'adoption de la loi sur le budget », a déclaré M. Wilfert.

Le coprésident du puissant Comité des finances, Nick Discepola, s'est dit déçu de cette prise de position. Selon lui, les banques devraient avoir une idée complète sur ce qu'il sera possible de faire avant d'aller de l'avant avec des projets de fusion.

« Il nous faudra étudier ça (les projets de fusion croisés) de toute façon au cours de la prochaine année, a déclaré M. Discepola, afin de déterminer clairement ce qui est dans le meilleur intérêt du public canadien. »

Certaines grandes banques devraient également être déçues de la lenteur des progrès dans ce domaine, elles qui montrent un intérêt croissant pour de tels arrangements. Des fusions entre banques et assureurs permettraient d'éviter le doubleage des ressources lorsque deux banques décident de fusionner, avait expliqué Ed Clark, pdg du Groupe financier de la Banque TD, devant le comité.

VOLVO
pour la vie

SI JAMAIS IL Y A UNE TEMPÊTE,
VOUS POURREZ TOUJOURS PRENDRE LES PETITS CHEMINS



1 250 \$ d'accessoires. Maintenant de série avec les modèles à traction intégrale. Pour une durée limitée, avec toutes les S60 AWD, V70 AWD et XC70 Cross Country 2003, vous pouvez faire installer 1 250 \$ d'accessoires Volvo authentiques par le concessionnaire. Ajoutez à cela nos taux avantageux de crédit-bail et de financement et vous ne trouverez meilleur moment pour découvrir la traction intégrale de Volvo. Pour en savoir plus long, visitez un concessionnaire Volvo ou le site volvocanada.com.

VOLVO DE QUÉBEC 2230, rue Jean-Talon Nord, Ste-Foy, G1N 2G3 (418) 682-1112 www.volvodequebec.com

Le PDSF pour une Volvo S60 2.5T AWD/XC70 2003 est de 43 995 \$+49 495 \$ (offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit). À titre d'exemple, location d'une Volvo S60 2.5T AWD 2003 (incluant groupe premium et peinture métallique) PDSF: 47 545 \$/XC70 PDSF: 49 495 \$; 549,33 \$/599,06 \$ par mois, pendant 48 mois, acompte: 2 400,00 \$/1 725 \$. Le coût total de location est de 26 387,84 \$/28 734,88 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 23 940,00 \$/26 101,40 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Le premier paiement mensuel et le dépôt de garantie de 850 \$/700 \$ sont dus au début de la location. Kilométrage limité à 20 000 km par an (hors de 0,18 par kilomètre excédentaire). Taux de location: 3,3 %/4,8 %. Frais de transport et de livraison de 1 100 \$. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. L'offre s'applique à toutes les Volvo S60 2.5T AWD, V70 2.5T AWD et XC70 Cross Country 2003, heures schéma chez un concessionnaire Volvo participant, pour une durée limitée, et inclut les accessoires optionnels par le concessionnaire pour une somme de 1 250 \$ (installation incluse). Le client peut opter pour un crédit en argent de 700 \$, applicable à l'achat d'une Volvo AWD/V70 AWD ou XC70 Cross Country au lieu de 1 250 \$ en accessoires. L'offre ne s'applique pas à la XC90 et se termine le 31 mars 2003. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2003 Automobiles Volvo du Canada Ltee. « Volvo pour la vie » est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltee. Bouchez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez www.volvocanada.com.



LA CAMPAGNE AU JOUR LE JOUR AVEC NOS JOURNALISTES



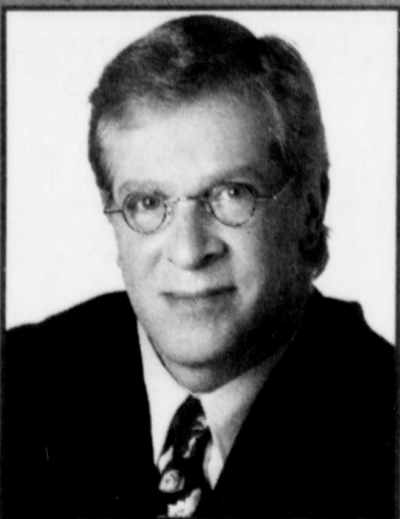
Carl Langelier

Paul Larocque

Yves Malo

Robert Plouffe

Marie-Christine St-Pierre



Faites parvenir vos commentaires au jour le jour à **François Paradis**

SUR: tva.canoe.com

Notre sondage Léger Marketing à tous les jours au

TVA 18 h

avec **Pierre Jobin**



LE MEILLEUR DE LA TÉLÉ

tva.canoe.com

Décès & Avis

AUMONT, Orval, La Malbaie (Pointe-au-Pic)
 BASTIEN, François, Québec
 BÉRUBÉ, Sylvio, Québec
 BOISVERT, Michel, Hull
 BOULANGER, Cajetan, Québec
 CLOUTIER, Jean-Paul, Québec
 FRANCOEUR, Vanita, Québec
 GARANT, Albert, Québec
 LAFOND, Imelda Simoneau, Beauport
 LALLÉE, Lucien, St-Raymond de Portneuf
 LAVOIE-POIRIER, Gemma, Nouvelle, Gaspésie
 LEFEBVRE, Emérentienne Samson, Québec
 TREMBLAY, Jeanne, Longueuil
 TRÉPANIÉ, Jean, Donnacona



Orval Aumont

Au Centre hospitalier St-Joseph, La Malbaie, le 15 mars 2003, à l'âge de 64 ans, est décédé monsieur Orval Aumont, époux de dame Monique Pilote. Il demeurait à La Malbaie, secteur Pointe-au-Pic. La famille recevra les condoléances au funérarium **LÉPINE CLOUTIER LTÉE** 138, rue Doucet, La Malbaie lundi de 13h à 16h et mardi de 10h à 11h. Le service religieux sera célébré le mardi 18 mars 2003 à 11h15, en l'église de Pointe-au-Pic, et de là au Parc Commémoratif La Souverance pour crémation. L'inhumation des cendres se fera ultérieurement à La Malbaie.

Il laisse dans le deuil, outre son épouse, ses fils: Alain, Michel (Manon Lesage) et Denis; ses petits-enfants: Mélanie et Mikael; ses frères: Jean (Ginette) et Marcel (Céline); ses sœurs: Lorraine (Léonce) et Gaétane (Alain); ses beaux-frères et belles-sœurs ainsi que ses neveux, nièces, cousins, cousines et de nombreux amis. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation québécoise du cancer, 190, rue Dorchester Sud, bureau 50, Québec QC G1K 5Y9, tél.: 657-5334 ou la Fondation du Centre hospitalier St-Joseph de La Malbaie, 303, rue St-Étienne, La Malbaie QC G5A 1T1, tél.: (418) 665-1700. Pour renseignements: (418) 665-2455

Télécopieur: (418) 665-6979
 Courriel: lc@lepinecloutier.com
 Site Web: www.lepinecloutier.com
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec



François Bastien

À l'hôpital général de Québec, le 14 mars 2003, à l'âge de 91 ans, est décédé monsieur François Bastien, époux de dame Nicole Bourdon. Il demeurait à Québec. Le service religieux sera célébré le mercredi 19 mars 2003, à 14h, en l'église St-Sacrement, 1330, chemin Ste-Foy, Québec, où la famille recevra les condoléances une demi-heure avant la cérémonie.

Il laisse dans le deuil, outre son épouse, ses filles: Marie (Michel Côté), Françoise (Claude Lacroix), Josette (Claude Gagnon), Annie (Claude Massicotte); ses petits-enfants: Yanick, Marie-Claude, Brigitte, Marie-Michelle, Charles-Antoine, François et Catherine; son beau-frère et ses belles-sœurs ainsi que plusieurs neveux, nièces, parents et ami(e)s. Un merci spécial à tout le personnel de l'hôpital général de Québec pour leur dévouement et les bons soins prodigués. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à l'Armée du Salut, 1125, ch. de la Canardière, Québec QC G1J 2C3, tél.: 641-0050. La direction des funérailles a été confiée à la maison **LÉPINE CLOUTIER LTÉE**

975, Marguerite-Bourgeoys, Québec
 Pour renseignements: (418) 529-3371
 Télécopieur: (418) 529-9506
 Courriel: lc@lepinecloutier.com
 Site Web: www.lepinecloutier.com
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec

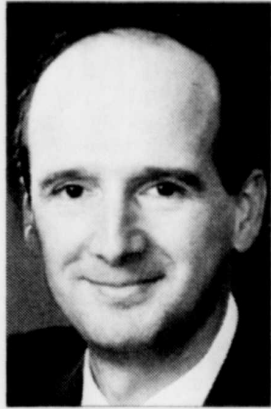


Sylvio Bérubé

Québec, le 15 mars 2003, à l'âge de 87 ans et 11 mois est décédé monsieur Sylvio Bérubé, époux de feu dame Anne-Marie Lévesque. Il demeurait à Québec. La famille recevra les condoléances au funérarium **LÉPINE CLOUTIER LTÉE** 300, chemin Ste-Foy, Québec mardi de 11h30 à 13h30. Le service religieux sera célébré le mardi 18 mars 2003 à 14h, en l'église St-Dominique, 175, Grande-Allée Ouest, Québec.

Il laisse dans le deuil, ses enfants: Denis (Denise Lavioie), Béatrice (Antonio Marinelli); ses petits-enfants: Monique et Patricia; Mandarine et Dalrid; ses frères et sœurs: Georges (Madeleine Hamel), Cécile (Réal Landry), Margot (Aimée Plourde), Régina, Marthe (Jean Duff), Yvette, Rita (Maurice Poulin), Georgette, Alfréda; beaux-frères et belles-sœurs de la famille Lévesque ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et ami(e)s. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à Centraide Fondation S.V.P., 3100, Bourg-Royal, Bureau 101, Beauport QC G1C 5S7, tél.: 418-660-2100. Pour renseignements: (418) 529-3371

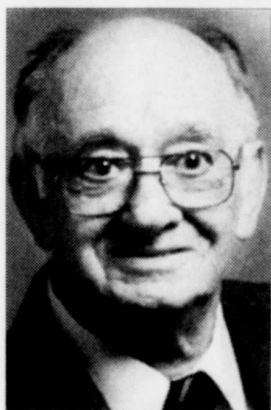
Télécopieur: (418) 529-9506
 Courriel: lc@lepinecloutier.com
 Site Web: www.lepinecloutier.com
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec



Michel Boisvert

Les familles Boisvert et Lefebvre ont le regret de vous faire part du décès de monsieur Michel Boisvert, ingénieur chimiste, décédé le 14 mars 2003 accidentellement, à l'âge de 48 ans. Il était l'époux de Marie-Claude Lefebvre et fils de Florent Boisvert et d'Hélène Pouliot.

Il laisse dans le deuil sa fille Mélanie et son fils Philippe; ses sœurs: Marie (Miles Earn) et Josée (Yvon Théberge); son frère Denis. Il sera exposé à la **COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'OUTAOUAIS** 95, boul. Cité des Jeunes, à Hull le mercredi 19 mars de 14h à 17h et de 19h à 22h ainsi que le jeudi 20 mars de 9h à 10h. Ensuite un service religieux aura lieu, en l'église St-Alexandre, 1, chemin des Érables, à Gatineau, le jeudi 20 mars 2003 à 10h30. La direction des funérailles a été confiée à la **COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'OUTAOUAIS** 95, boul. Cité des Jeunes, à Hull. Pour renseignements: (819) 568-2425
 Télécopieur: (819) 568-2426
 Courriel: cfam@cfco.coop



Cajetan Boulanger

À l'hôpital de l'Enfant-Jésus, le 15 mars 2003, à l'âge de 86 ans est décédé M. Cajetan Boulanger, époux de feu dame Lucienne Théberge. Il demeurait à Québec. La famille recevra les condoléances au funérarium de la **COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'ANSE** 280, 8e Rue, Québec le mardi 18 mars de 14h à 17h et de 19h à 22h, mercredi, jour des funérailles, de 9h30 à 10h30. Le service religieux sera célébré le mercredi 19 mars 2003 à 11h, en l'église St-Pie X, 1935, 25e Rue, Québec, et de là au cimetière Belmont.

Il laisse dans le deuil ses enfants: Jacques (Carmen Rousseau), Pierre (Lyse Hottote), Jean, Louise (Denis Boutin); ses petits-enfants: Martin Boulanger, Sylvie Boulanger (Eric Allard), Philippe Hottote-Boulanger et Sophie Boutin. Il laisse aussi ses beaux-frères et belles-sœurs de la famille Théberge, ainsi que plusieurs neveux et nièces. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation de la Maison Michel Sarrazin, 2101, ch. St-Louis, Sillery QC G1T 1P5. Pour renseignements: (418) 525-6044
 Télécopieur: (418) 525-6971
 Courriel: coopdel.anse@videotron.ca



Jean-Paul Cloutier

l'hôpital l'Enfant-Jésus, le 14 mars 2003, à l'âge de 73 ans, est décédé M. Jean-Paul Cloutier, époux en premières noces de feu Adéline Brindamour, en secondes noces de feu Fernande Simoneau et ami de Lucienne Gagné. Il demeurait à Québec. Il a été enterré à la maison **LÉPINE CLOUTIER LTÉE**

La famille recevra les condoléances au **COMPLEXE FUNÉRAIRE DU PARC COMMÉMORATIF LA SOUVERANCE** (2e édifice) 301, rang Ste-Anne (coin route de l'Aéroport) Quartier Laurentien Sainte-Foy le mardi de 12h à 14h. Une liturgie de la parole sera célébrée le mardi 18 mars 2003 à 14h en la chapelle du Parc Commémoratif La Souverance.

Il laisse dans le deuil, outre son amie, ses enfants: Réal (Ginette Linteau), Yves (Donna Mazerolle), Bruno (Lucie Lafond), Clémence (Mario Chabot) et Nathalie; ses petits-enfants: Manuel, Tommy, Stéphanie et Marc-André; ses frères; sa sœur et ses belles-sœurs: Lucienne, Vincent (Colette), Roland (Thérèse), feu Maurice (Germaine) et feu Aimé (Jeanne); sa belle-mère: Elise Simoneau; ses beaux-frères et belles-sœurs: Wilfrid Tremblay, Fernand Simoneau (Carol), Claudette Simoneau (Paul Poirier) ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins et cousines et ami(e)s. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation de l'hôpital l'Enfant-Jésus du CHA, 1401, 18e Rue, Québec QC G1J 1Z4, tél.: 649-5959. Pour renseignements: (418) 529-3371

Télécopieur: (418) 529-9506
 Courriel: lc@lepinecloutier.com
 Site Web: www.lepinecloutier.com
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec

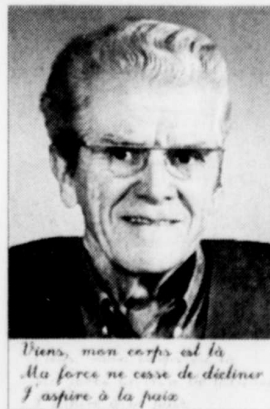


Vanita Francoeur

l'hôpital St-François d'Assise du CHUQ, le 14 mars 2003 à l'âge de 52 ans est décédée dame Vanita Francoeur, fille de dame Philomène Horth (feu Edouard Francoeur). Elle demeurait à Québec. La famille recevra les condoléances au funérarium **LÉPINE CLOUTIER LTÉE** 1740, rue Bardy, Québec lundi de 14h à 17h et de 19h à 22h, mardi de 9h à 10h30. Le service religieux sera célébré le mardi 18 mars 2003 à 11h, en l'église St-Pie X, 1935, 25e rue, Québec, et de là au mausolée du cimetière Notre-Dame de Belmont.

Il laisse dans le deuil, outre sa mère; son frère Alain (Marie-Josée Larouche); sa sœur Linda; ses neveux: Sébastien et Mathieu; sa nièce Florence; ainsi que plusieurs oncles, tantes, cousins, cousines et ami(e)s. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par des offrandes de messe ou par un don à l'Association pulmonaire du Québec, 800, de Maisonneuve Est, bureau 800, Montréal QC H2L 4L8, tél.: 1-800-295-8111. Pour renseignements: (418) 529-3371

Télécopieur: (418) 529-9506
 Courriel: lc@lepinecloutier.com
 Site Web: www.lepinecloutier.com
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec



Albert Garant

À Québec, au Centre hospitalier St-Sacrement, le 15 mars 2003, à l'âge de 76 ans, entouré de tous les siens, et après un long combat, est décédé Albert Garant, époux de Michelle Auger. Il a exercé l'optométrie pendant plus de quarante ans, d'abord à Roberval, d'où il est originaire, et ensuite à Montréal, à Québec et à Ste-Marie-de-Beauce.

Il laisse dans le deuil, outre son épouse, ses enfants Eric (France Bouillon), Hélène (Pierre Ouellette), Charles, Patrice, Nicolas (Nathalie Bélanger); ses petits-enfants Gaspard, Eva et Malo (Claude Guertin), Gustave, Laura; ses frères et sœurs Pierrette (feu Yves Malette), Louis-Philippe (Thérèse Cossette), feu Madeleine (feu Edgar Malette), feu Marcel (feu Yvonne Cantin), feu Lucien (Gilberte Denis), Marthe, André (Madeleine Paré), Jeannine, feu Jean (Jacqueline Tremblay), Pauline (feu Denis Joyal), ainsi que de nombreux neveux et nièces, cousins et cousines. La famille recevra les condoléances au **SALON FUNÉRAIRE LÉPINE CLOUTIER** 975, Marguerite Bourgeoys, Québec mardi 18 mars de 14h à 17h et de 19h à 22h, mercredi 19 mars de 12h à 14h. Le service religieux sera célébré le mercredi 19 mars à 15h, en l'église St-Dominique, 175, Grande-Allée Ouest, Québec. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Société canadienne de la sclérose en plaques (région de Québec), 525, boul. Hamel, sous-sol A-15, Québec G1M 2S8, (418) 529-9742, info.regiondequebec@scleroseenplaques.ca, www.scleroseenplaques.ca; régiondequebec.com. Un merci spécial au personnel du CLSC-CHSLD Haute-Ville - Des-Rivières de Québec. Pour renseignements: (418) 529-3371
 Télécopieur: (418) 529-9506
 Courriel: lc@lepinecloutier.com
 Site Web: www.lepinecloutier.com
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec

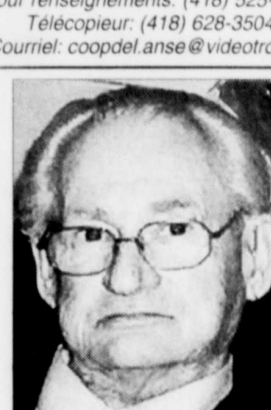


Imelda Simoneau Lafond

1904 - 2003
 «Maman, tu étais partagée entre cette vie sur Terre auprès des tiens et celle où au ciel se trouve ton mari Telesphore et le Seigneur que tu as tant prié. Repose en paix et veille sur nous tous. Maman, merci de ton grand amour et de ton courage démontré tout au cours de cette longue vie. Tu demeureras à tout jamais dans nos cœurs.»

l'hôpital St-François-d'Assise, le 15 mars 2003 à l'âge de 99 ans, entourée de ses enfants est décédée dame Imelda Simoneau, épouse de feu Telesphore Lafond. Elle demeurait à la Résidence Ste-Anne à Beauport. La famille recevra les condoléances à la **COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'ANSE** 7335, boul. Henri-Bourassa, Charlesbourg le mardi 18 mars de 14h à 17h et de 19h à 22h, ainsi que mercredi à compter de 10h à 12h45. Le service religieux sera célébré le mercredi 19 mars à 13h30, en l'église St-Edmond de Stoneham.

Il laisse dans le deuil ses enfants et petits-enfants: Fernand (Monique Verret) Jean et Manon; feu Roland (Helen Payne) Lise et Barbara-Ann; Jean-Paul (feu Marcelle Richard) feu Sylvie, Eric et Anne-Marie; Gaston (son amie Michelle Fortin) Michel, Serge, Jacques et Josée; Claudette (Michel Gagnon) feu Jean-Michel, Jean-Pierre, Marie-Claude et Marie-France; Lucile (Yvon Bureau) Sophie, Jacinthe, Annick et Charles; Guy (Lisette Perron) Marie-Pierre, Pierre-Luc et Alexandrine; les conjoint(e)s et ami(e)s des petits-enfants et 27 arrière-petits-enfants; sa belle-sœur Mme Emma Tremblay (feu Alphonse Lafond), ainsi que plusieurs neveux, nièces et ami(e)s. Remerciements spéciaux au personnel de la Résidence Ste-Anne et aux infirmier(ère)s et préposé(e)s de l'aile B5 de l'hôpital St-François-d'Assise. Toute marque de sympathie peut se traduire par des offrandes de messe ou par un don à la Maison Michel Sarrazin. Pour renseignements: (418) 525-6044
 Télécopieur: (418) 628-3504
 Courriel: coopdel.anse@videotron.ca



Lucien Lavallée

l'hôpital St-Sacrement, le 14 mars 2003, à l'âge de 76 ans est décédé, monsieur Lucien Lavallée, époux de dame Rita Durand. Il demeurait à St-Raymond de Portneuf. La famille recevra les condoléances au funérarium **FALARDEAU BEDARD ROY** 30, rue St-Joseph, Loretteville lundi de 14h à 17h et de 19h à 22h, mardi de 9h à 10h30. Le service religieux sera célébré le mardi 18 mars 2003 à 11h, en l'église de St-Ambroise, 277 rue Racine, Loretteville et de là au cimetière paroissial.

Il laisse dans le deuil, outre son épouse, ses enfants et ses petits-enfants: Jean-Yves Lavallée (Francine Sylvain) Jean et Audrey, France Lavallée (Yves Robitaille) Andrée-Anne et Mélanie, Lynda Lavallée (Carol Blackburn) et Alexandre; ses frères et ses sœurs: Henriette (feu Henry Bourbeau), Paulette (Welly Picard), Marie Anne (feu Raoul Daigle), Yvon (Gertrude Durand), Carmelle (feu François Hamel), Pierre-Paul (Yolande Gagnon), Laurette (André Rousseau), feu Yolande (Jean-Paul Chartré), feu Louise (Robert Berry); ses beaux-frères et belles-sœurs: feu André Durand (Thérèse Noël), feu Léopold Durand (Jeannette Morin), feu Adrien Durand (Georgette Durand), Jeanne-D'Arc Durand (feu Langis Plamondon), Marc Durand (Ida Biron, Françoise Martin) ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et ami(e)s. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation des maladies du cœur du Québec, 1248, chemin Ste-Foy, bureau 101, Québec QC G1S 2M5, tél.: 682-6387. Pour renseignements: 842-3737
 Télécopieur: 842-1078
 Courriel: y.picard@lepinecloutier.com
 Site Web: www.lepinecloutier.com
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec

Gemma Lavoie-Poirier

Au Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs, à Maria, le 16 mars 2003, à l'âge de 81 ans et 10 mois est décédée dame Gemma Lavoie, épouse de feu Charles Poirier. Elle demeurait à Nouvelle en Gaspésie. Les membres de la famille accueilleront parents et amis à la **MAISON FUNÉRAIRE SANTERRE & FILS INC.** 425, route Migouasha à Nouvelle le mardi 18 mars 2003, de 14h à 16h et de 19h à 21h ainsi que le mercredi 19 mars 2003 à compter de 9h. Le service religieux sera célébré ce mercredi 19 mars à 10h, en l'église de Nouvelle et de là, au cimetière de l'endroit.

Mme Lavoie laisse dans le deuil ses enfants: Monique (Jean-Eudes Leblanc), Marcelle, Thérèse (Griatien Dubé), Réal, Michel (Alice Tapp), Roland (Charlotte Audet), Sylvie (Martin Cassista); ses frères: Léonce (Gladys Greene), Raymond (Lucienne Cook), Yvon (Françoise Lemay). Elle laisse également dans le deuil plusieurs petits-enfants: Danielle, Alain et Véronique Leblanc, David, Jean-François, Simon et Stéphane Heppell, Claude, Andrée et Émilie Martin, Annie et Luc Tapp-Poirier, Clara, Guillaume et Évelyne Poirier, et arrière-petit-enfant Korina Leblanc; ses neveux et nièces, cousins, cousines et ami(e)s. Des remerciements tout particuliers aux membres du personnel du Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs pour le support et la compréhension prodigués ainsi qu'au Centre de jour de Maria et la Résidence Chez Stanley. Toutes marques de sympathie peuvent se traduire par un don à l'Association du cancer de l'Est du Québec, 151, rue Saint-Louis, C.P. 1234, Rimouski QC G5L 8M2. Des formulaires seront disponibles au salon. La direction a été confiée à la **MAISON FUNÉRAIRE SANTERRE & FILS INC.** Pour renseignements: (418) 364-3111
 Télécopieur: (418) 364-3188
 Courriel: santerreaglobetrotter.net
 Membre de la Corporation des Thanatologues du Québec

Emérentienne Samson Lefebvre

Québec, le 15 mars 2003, à l'âge de 89 ans, est décédée dame Emérentienne Samson, épouse de feu Arthur Lefebvre. Elle demeurait à Québec. Le service religieux sera célébré le mardi 18 mars 2003 à 14h, en l'église de St-Raymond, et de là au cimetière paroissial, où la famille recevra les condoléances en l'église de St-Raymond une heure avant la cérémonie.

Elle laisse dans le deuil ses enfants: Suzanne (Michel Vachon), Louise-Andrée; ses petits-enfants: Denis, Marie-Hélène, François, Isabelle, Sébastien et Jean-Philippe; une arrière-petite-fille: Camille; sa sœur Isabelle; son frère Léopold Pilon; de nombreux beaux-frères et belles-sœurs, ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et ami(e)s. Toute marque de sympathie peut se traduire par un don au Centre hospitalier Portneuf, 700, rue St-Cyrille, St-Raymond G3L 1W1.

Pour renseignements: **RÉSIDENCE FUNÉRAIRE ST-RAYMOND** (418) 337-7893
 Télécopieur: (418) 337-3860

Jeanne Tremblay

1919 - 2003
 Le Longueuil, le 14 mars 2003, à l'âge de 83 ans est décédée Mme Jeanne Tremblay, fille de Michel et Marie-Anne Tremblay, épouse de feu Léo-Paul Laganière. Elle laisse dans le deuil ses fils Michel (Nicole Gagnon) et Daniel; ses petites-filles Josée et Martine, ainsi que parents et amis.

Les funérailles auront lieu le mardi 18 mars 2003 à 15h, en l'église St-Irénée de Charlevoix, et de là au cimetière de St-Irénée. Heures de visite: Elle sera exposée à la salle paroissiale de St-Irénée mardi des 13h.

Direction funéraire: **LA MAISON D'ARCHE** Réseau Dignité
 Courriel: maisondarche@bellnet.ca



Jean Trépanier

Au Centre d'hébergement Donnacona, le 15 mars 2003, à l'âge de 79 ans est décédé, bien entouré de l'amour des siens, M. Jean Trépanier (Ti-Jean) époux de dame Juliette Sauvageau. Il demeurait à Donnacona. La famille recevra les témoignages de condoléances au funérarium

ROGER BENOIT & FILS LTÉE 324, Notre-Dame, Donnacona mardi de 19h à 22h, mercredi à compter de 13h. Les funérailles auront lieu le mercredi 19 mars 2003 à 15h, en l'église Ste-Agnès de Donnacona et de là au crématorium. Les cendres seront déposées au

COLUMBARIUM **ROGER BENOIT & FILS LTÉE**

Monsieur Trépanier laisse dans le deuil, outre son épouse, ses enfants: Réjean (Francine Poulin), Lucie, Ghislain (Nicole Trépanier), Christiane (Raymond Hébert), Réal (Louise Doré); ses petits-enfants: Marik, Mathieu, Gabriel, Evelyne, Simon, Francis, Geneviève, Marie-Laurence et Maude; ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs: Thérèse (Clément Matte), Michel (Marthe Auger), Madeleine Trépanier Belleau, Odile (Jean-Luc Drolet), Gérard, Yolande Côté Trépanier, Imelda Sauvageau Veillette, Jean-Noël Sauvageau (Gracia Lamothe), Jean-Guy Sauvageau (Cécilia Matte), Louise Sauvageau, Ida Julien Sauvageau, Norbert Barbeau, ainsi que plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et ami(e)s. Toute marque de sympathie peut se traduire par un don à la Fondation des services santé et sociaux de Portneuf, 700, rue St-Cyrille, C.P.850, St-Raymond G3L 1W1. Pour renseignements: (418) 285-2211
 Télécopieur: (418) 285-2077
 Courriel: salonbenoit@globetrotter.net

765

Monuments

DU MANUFACTURIER **THERIAULT & FILS** 710, 1ère Ave, Québec, 524-1561

Un souvenir pour les proches
 Faites plastifier l'avis pour seulement 3 \$
 3 \$ par copie, livré par envoi postal

844-4444

LE SOLEIL

NOUS SOMMES LÀ...

Services aux personnes atteintes de cancer et à leur famille

- Soutien affectif (individuel ou en groupe)
- Transport
- Pansements, perruques et prothèses mammaires
- Accessoires pour personnes laryngectomisées ou colostomisées
- Hébergement à la Maison de la Société
- Documentation

Société canadienne du cancer Canadian Cancer Society

1040, avenue Belvédère, bureau 214 Sillery (Québec) G1S 3G3

Téléphone: (418) 683-8666

Don en ligne: www.quebec.cancer.ca

Nous compatissons à votre deuil et vous offrons nos condoléances **LE SOLEIL**

Pour un anniversaire de décès à souligner ou des remerciements à adresser, communiquez avec nous **844-4444 LE SOLEIL**

« Big Brother » est déjà parmi nous

JOHN MARKOFF ET JOHN SCHWARTZ
New York Times

■ Dans les efforts de recherche du Pentagone pour prévenir les actes terroristes par une surveillance électronique épiant la population civile, le détail le plus remarquable est sans doute le fait que la plupart des éléments du système sont déjà en place.

En raison des incursions de l'Internet et d'autres technologies de réseau dans notre vie privée, il est maintenant de plus en plus facile de recueillir des tonnes de renseignements avec relativement peu de moyens. Les éléments de base comprennent les technologies courantes comme le courriel, le commerce électronique, les services de réservation de vol en ligne, les réseaux de téléphonie cellulaire, les dispositifs de péage automatiques et les appareils de paiement par carte de crédit.

Essentiellement, tout ce que le Pentagone doit faire c'est de lancer des programmes informatiques qui relieront ces sources de données entre elles pour mener une vaste rafle électronique. Des experts en technologie soutiennent que les systèmes informatisés de criblage des données et d'appariement de formes susceptibles d'alerter les agences gouvernementales au sujet d'activités louches et leur permettre d'en surveiller le déroulement ne sont guère différents des programmes déjà utilisés par des compagnies privées. De tels programmes permettent, par exemple, de détecter une transaction inhabituelle avec une carte de crédit ou à plusieurs personnes de divers emplacements de collaborer à un même projet.

RAFLE ÉLECTRONIQUE

En d'autres termes, la population civile a volontairement adopté les produits nécessaires à l'emplacement du système de surveillance nationale que les planificateurs du Pentagone ont baptisé Total Information Awareness. Son développement a une certaine résonance historique parce que c'est l'agence de recherche du Pentagone qui, dans les années 1960, a financé la technologie qui a mené directement au réseau Internet moderne. Aujourd'hui, ce même organisme — la Defense Advanced Research Projects Agency, ou DARPA — compte sur la technologie commerciale qui est issue du réseau qu'elle a mis en place.

La première génération de l'Internet — appelée réseau Arpanet — consistait en un logiciel de courrier électronique et de transfert de fichiers qui permettait à deux personnes de se brancher ensemble. La deuxième génération reliait des usagers à des bases de données et à d'autres renseignements par l'entremise du World Wide Web. Maintenant, une nouvelle génération de logiciels permet à des ordinateurs de se brancher directement à d'autres ordinateurs.

Et c'est là que réside la clé du projet Total Information Awareness, qui est supervisé par John M. Poindexter, l'ancien conseiller en matière de sécurité nationale sous le président Ronald Reagan. En 1990, le D Poindexter a été reconnu coupable de crime pour son rôle dans l'affaire Iran-contra, mais sa condamnation a été renversée par la Cour d'appel fédérale parce qu'on lui avait accordé l'immunité lors de son témoignage devant le Congrès à propos de cette affaire.

Même si le système du D Poindexter fait l'objet de nombreuses critiques de la part du Congrès et de groupes de protection des libertés civiles, un prototype est déjà en place et a été utilisé lors d'essais par des organismes de renseignement militaires. Le programme Total Information Awareness pourrait relier, pour la première fois, des sources électroniques aussi différentes que les segments vidéo des caméras de surveillance dans les aéroports, les transactions par carte de crédit, les réservations aériennes et les enregistrements de communications téléphoniques. Ces données seraient filtrées par un logiciel dont le mandat est de rechercher des schèmes de comportement louches.

L'idée est que les forces de l'ordre ou les agences de renseignements puissent être alertées immédiatement de la présence d'un schème pouvant indiquer une menace dans un ensemble de données autrement indétectable, de façon à ce qu'il soit aussitôt porté à l'attention d'analystes. Par exemple, un groupe de visiteurs étrangers qui ont tous pris des cours de pilotage dans différents États pourrait passer inaperçu. Tout comme le fait que toutes ces personnes décident de réserver des billets d'avion le même jour. Par contre, un système ayant la capacité de relier ces deux événements en apparence anodins pourrait éveiller les soupçons des autorités.

Certains informaticiens se demandent si ce genre de système peut fonctionner. « Cela n'aurait pas été possible avant l'avènement de l'Internet moderne et, même aujourd'hui, c'est une tâche colossale », soutient Dorothy Denning, profes-

seure au département d'analyse pour la défense à l'école navale post-universitaire de Monterey, en Californie. Une partie du défi consiste à savoir ce que l'on doit chercher, dit-elle. En savons-nous vraiment assez à propos des terroristes? demande-t-elle. Je ne crois pas que nous sommes arrivés à ce stade. »

La première version du système Total Information Awareness utilise un logiciel commercial appelé Groove. Il a été développé en 2000 par Ray Ozzie, un concepteur de logiciels bien connu qui est l'inventeur de Lotus Notes. Groove permet aux analystes de différentes agences gouvernementales de partager instantanément des renseignements. Il comporte certaines fonctions conçues pour rechercher des schèmes de comportements suspects.

TECHNOLOGIE SIMPLE

Le système Total Information Awareness tire également profit d'une technologie informatique simple et fondamentale appelée Extended Markup Language (langage de balisage étendu), ou XML, qui est au cœur de la troisième génération de logiciels Internet. Ce langage a été créé par des concepteurs de logiciels œuvrant pour des éditeurs tels que Microsoft, Sun Microsystems et IBM de même que par des program-



La population a volontairement adopté les produits nécessaires à l'emplacement du système de surveillance Total Information Awareness, comme la carte de crédit.

meurs indépendants de Silicon Valley. Le XML permet la conversion de données, qui ont longtemps été enfermées dans des bases isolées « appelées silos dans l'industrie » en un langage universel qui peut être lu et utilisé par différents systèmes. L'information rendue ainsi compatible peut être partagée et comprise par des centaines de milliers d'ordinateurs.

C'est le langage XML, une version raffinée du langage de balisage hypertexte (HTML) utilisé à l'origine par le World Wide Web, qui a permis de relier des milliers de bases de données entre elles sans centraliser l'information.

Des informaticiens soutiennent que, sans les nouvelles technologies de la troisième génération du Web, le système Total Information Awareness n'aurait jamais pu voir le jour.

Des défenseurs des droits et libertés civiles se demandent si la Constitution autorise le gouvernement fédéral américain à mener des recherches électroniques. Et d'autres critiques ont qualifié le projet d'étrangement futuriste et irréalisable pour des questions d'ordre technique. Toutefois, sur ce dernier point, les technologues ne sont pas d'accord. « Il repose sur la meilleure technologie actuelle concernant les systèmes extensi-

bles », soutient Ramano Rao, directeur de la technologie à Inxight, une compagnie de Sunnyvale en Californie qui conçoit des logiciels de recherche dans les textes. « Il a tout ce qu'il faut pour réussir. » Des gens qui gravitent autour du programme de recherche prétendent que le D Poindexter est pleinement conscient du pouvoir et du caractère intrusif de son système de surveillance expérimental. Selon des contractuels du département de la Défense, il aurait émis la possibilité, lors de conversations tenues au cours de l'été dernier, que le système Total Information Awareness pourrait être placé sous le contrôle d'organismes comme la Croix Rouge en raison du risque d'abus.

Le D Poindexter a refusé d'accorder une entrevue concernant cet article. Jan Walker, une porte-parole de DARPA, a répondu à cette question par courriel en écrivant que « nous ne nous souvenons pas avoir jamais parlé qu'un organisme non gouvernemental pourrait avoir la responsabilité du système Total Information Awareness » et que « nous n'avons eu aucune discussion avec de tels organismes ».

L'idée de faire appel à un organisme indépendant pour commander une technologie présentant un haut risque d'abus a été lancée par l'administration précédente. Un plan raté visant à mettre en place un outil de surveillance caché dans les communications cryptées, connu sous le nom de Clipper, avait été élaboré par l'administration Clinton en 1993. Il proposait que la clé du code de cryptage soit détenue par un organisme indépendant du FBI et d'autres agences de maintien de l'ordre.

Sa créativité. Ses contacts...

Sa personnalité!

François Reny discute
des tendances et partage
ses découvertes.

STYLE DE VIE
en semaine, de 10 h à 11 h 30.

WWW.CJMF.COM

CJMF
FM
93

La personnalité FM
de Québec!